



**Communauté de
Communes Terre
de Picardie**



INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

*Dossier de demande d'enregistrement pour la
déchèterie de Rosières en Santerre*



Rapport n°2840/version A– 15 décembre 2021

Projet suivi par Frédéric RIMBAULT – 06.64.45.36.18 – frederic.rimbault@irh.fr

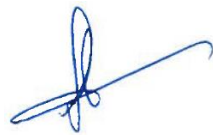


Fiche signalétique

Dossier de demande d'enregistrement pour la déchèterie de Rosières en Santerre

CLIENT	SITE
Communauté de Communes Terre de Picardie	Site de Rosières en Santerre
TERRE DE PICARDIE 10 avenue de Haute Picardie 80200 Estrées Deniécourt	
Monsieur CHEVAL Président de la CCTP	Madame UCHAR Responsable des opérations construction Madame PONCHAUT Responsable du service déchets ménagers

RAPPORT D'ANTEA GROUP

Frédéric RIMBAULT	Frédéric RIMBAULT
Interlocuteur commercial	Olivier LEVEL
Implantation chargée du suivi du projet	Implantation d'Arras 03.21.50.76.00 nord.irh.fr ZA Carrefour de l'Artois - RD 950 - 62490 Fresnes-les-Montauban
Rapport n°	2840
Version n°	Version A
Votre commande et date	Référence 2019-PA-07 ; date : 30 mars 2020
Projet n°	PICP210071

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Frédéric RIMBAULT	Responsable d'activité	Décembre 2021	
Approbation	Olivier LEVEL	Responsable adjoint pole eau	Décembre 2021	
Relecture qualité	Nicole DESCENDRE	Secrétariat	Décembre 2021	

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
A	15 décembre 2021	83	4	1 ^{ère} émission

Sommaire

1.	PRESENTATION DU DEMANDEUR.....	8
2.	CAPACITE TECHNIQUE ET FINANCIERE	9
2.1	Présentation de la CC Terre de Picardie (CCTP)	9
2.2	Les compétences de la CC Terre de Picardie	10
2.3	Les capacités techniques de la CC Terre de Picardie	11
2.4	Les capacités financières de la CC Terre de Picardie	12
3.	LOCALISATION DE L'INSTALLATION	13
3.1	Situation de la parcelle	13
3.2	Conformité du projet aux documents d'urbanisme.....	16
4.	DESCRIPTION DES ACTIVITES ET CLASSEMENT DU SITE	16
4.1	Raisons du projet.....	16
4.2	Nature et liste des déchets acceptés et refusés sur le site	18
4.2.1	Nature et liste des déchets acceptés	18
4.2.2	Nature et liste des déchets interdits.....	18
4.3	Présentation des volumes d'activités.....	19
4.3.1	Horaires d'ouverture.....	19
4.3.2	Présentation de la capacité de stockage des déchets non dangereux	19
4.3.3	Présentation de la capacité de stockage des déchets dangereux.....	20
4.4	Rubriques de classement	21
4.5	Tenue des registres réglementaires	22
4.5.1	Registres des déchets dangereux présents.....	22
4.5.2	Registres des déchets sortants.....	22
4.5.3	Préparation et transport des déchets dangereux	22
5.	PRESENTATION DES INSTALLATIONS.....	23
5.1	La conception générale de la déchèterie	23
5.2	Conception des accès à la déchèterie	23
5.2.1	Modalités d'accès à la déchèterie	23
5.2.1	Organisation de l'accès au haut de quai	24
5.2.1	Accès à la partie haut de quai de la déchèterie	25
5.2.2	Accès au bas de quai de la déchèterie	26
5.3	Conception bâimentaire de la déchèterie	26
5.3.1	Mesures bâimentaires : locaux d'exploitation.....	26
5.3.2	Mesures bâimentaires : Configuration des quais de la déchèterie	34
6.	IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	39
6.1	Environnement du site	39

6.1.1	Environnement immédiat	39
6.1.2	Captage AEP	42
6.1.3	Protection environnementale	44
6.2	RISQUES NATURELS	46
6.2.1	Reconnaissance géologique du site d'implantation	46
6.2.2	Sismicité	47
6.2.3	Inondation	48
6.2.4	Risques cavités	48
6.2.5	Risque retrait-gonflement des argiles	48
6.2.6	Synthèse des risques recensés	48
6.3	INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE	48
6.4	EAU	49
6.4.1	Usages de l'eau	49
6.4.2	Nature des rejets	49
6.4.3	Gestion des risques	53
6.4.4	Contrôle des rejets	54
6.4.5	Effets bruts sur l'environnement	54
6.5	AIR	55
6.6	NUISANCES SONORES	55
6.7	DECHETS	56
6.8	IDENTIFICATION DES RISQUES	57
6.8.1	Risque de chute et de collision	57
6.8.2	Consignes de sécurité	57
6.8.3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	58
6.8.4	Entretien et maintenance	58
6.8.5	Registre des accidents et incidents	59
7.	PROPOSITION SUR LE TYPE D'USAGE FUTUR DU SITE	59
8.	PLANS ET SCHEMAS DE PLANIFICATION (Compatibilité du projet avec les plans départementaux)	59
8.1	Le SDAGE	59
8.2	LE SAGE	62
8.2.1	Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion qualitative de la ressource en eau	62
8.2.2	Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau	63
8.2.3	Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion des risques naturels et industriels	63
8.2.4	Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion et de la protection des milieux naturels	64
8.2.5	Impact de la déchèterie de Rosières en Santerre sur les enjeux du SAGE	65
8.3	Plan de prévention et d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Somme	65
8.3.1	Les objectifs du PEDMA de la Somme	65

8.3.2	Compatibilité et adéquation de la déchèterie de Rosières en Santerre avec le PEDMA de la Somme	65
8.4	Schéma Régional du Climat de l’Air et de l’Energie (SRCAE).....	65
8.4.1	Les orientations et dispositions du SRCAE Picardie	66
8.4.2	Compatibilité et adéquation de la déchèterie de Rosières en Santerre avec le SRCAE Picardie	66
9.	JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES	67
9.1	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE L’ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2710-2	67

Table des figures

Figure 1 :	Localisation de la CC Terre de Picardie dans le département de la Somme	9
Figure 2 :	Présentation du territoire de la CC Terre de Picardie – Source site Internet CC Terre de Picardie	10
Figure 3 :	Organigramme des services de la CC Terre de Picardie	11
Figure 4 :	Carte du territoire de la CC Terre de Picardie avec positionnement de la déchèterie de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail	13
Figure 5 :	Carte de localisation de la déchèterie de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail	14
Figure 6 :	Localisation géographique de la déchèterie de la CC Terre de Picardie implantée sur la commune de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail	14
Figure 7 :	Parcelle cadastrale de la déchèterie - Source site Internet Géoportail	15
Figure 8 :	Parcelle cadastrale de la déchèterie – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS ...	15
Figure 9 :	Plan de masse de l’extension de la déchèterie de Rosières en Santerre – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS	18
Figure 10 :	Plan d’aménagement de l’extension de la déchèterie de Rosières en Santerre – extrait du rapport d’avant-projet.....	23
Figure 11 :	Modélisation de l’accès à la partie haut de quai de la déchèterie	24
Figure 12 :	Focus sur le barriérage mis en œuvre pour la gestion des accès des usagers sur la déchèterie	25
Figure 13 :	Schéma d’aménagement de la voirie en haut de quai de la déchèterie.....	26
Figure 14 :	Focus sur le plan d’AVP – Aménagement bas de quai de la déchèterie	26
Figures 15 :	Plan d’aménagement des locaux d’exploitation de la déchèterie de Rosières en Santerre	27
Figures 16 :	Plan d’aménagement façade Sud Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre	27
Figures 17 :	Plan d’aménagement façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre ..	27
Figures 18 :	Esquisse de la façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre.....	27
Figures 19 :	Esquisse de la façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre.....	28
Figures 20 :	Esquisse de la façade Nord de la déchèterie de Rosières en Santerre	28
Figure 21 :	Plan de masse de l’extension de la déchèterie de Rosières en Santerre – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS	34
Figure 22 :	Plan schématique en coupe du quai de la déchèterie	35
Figure 23 :	exemple de voiles béton banchés.....	35
Figures 24 et 25 :	Exemples de dispositifs antichute de type garde-corps épais mis en œuvre sur la déchèterie de Rosières en Santerre	36
Figures 26 et 27 :	Exemples de dispositifs de basculeurs à gravats prévus sur la déchèterie de Rosières en Santerre	37

<i>Figures 28 : Présentation schématique des dispositifs antichute</i>	<i>38</i>
<i>Figure 29 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – focus sur les dalles béton de dépose des bennes.....</i>	<i>38</i>
<i>Figure 30 : Vue aérienne avec présentation de la zone d’extension</i>	<i>39</i>
<i>Figure 31 : Photo du voisin immédiat de la déchèterie – société RUCKEBUSCH – site Google Earth</i>	<i>40</i>
<i>Figure 32 : Entrée technique de la société RUCKEBUSCH voisin immédiat de la déchèterie.....</i>	<i>40</i>
<i>Figure 33 : Entrée principale (partie administrative) de la société RUCKEBUSCH voisin immédiat de la déchèterie</i>	<i>41</i>
<i>Figure 34 : Habitation la plus proche du site.....</i>	<i>41</i>
<i>Figure 35 : Vue aérienne – Localisation du réseau hydrographique – eaux de surface les plus proches du site</i>	<i>42</i>
<i>Figure 36 : Carte de localisation des captages d’eaux – Source Site internet SIEP du Santerre.....</i>	<i>43</i>
<i>Figure 37 : Vue aérienne – Localisation des points de captage d’eau potable les plus proches du site</i>	<i>43</i>
<i>Figure 38 : Localisation des zones NATURA 2000 les plus proches du site.....</i>	<i>44</i>
<i>Figures 39 et 40 : Zoom sur les deux sites NATURA 2000 – voir tableau page suivante</i>	<i>44</i>
<i>Figure 41 : Localisation des ZNIEFF de type I les plus proche du site</i>	<i>45</i>
<i>Figure 42 : Extrait de la carte géologique du secteur de Rosières en Santerre – Source site Internet BRGM.....</i>	<i>47</i>
<i>Figure 43 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – focus sur les dalles béton de dépose des bennes.....</i>	<i>49</i>
<i>Figure 44 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – Focus sur les bassins de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux d’extinction.....</i>	<i>51</i>
<i>Figure 45 : Périmètre du SAGE Somme aval et cours d’eau côtiers.....</i>	<i>62</i>
<i>Figure 46 : Etat écologique des masses d’eau sur le territoire du SAGE "Somme aval et Cours d’eau côtiers" (années 2006-2007)</i>	<i>63</i>
<i>Figure 47 : Carte des enjeux du Sage dans la gestion des milieux naturels</i>	<i>64</i>

1. PRESENTATION DU DEMANDEUR

Raison sociale	Communauté de Communes Terre de Picardie (CCTP)
Forme juridique	Etablissement Publique de Coopération Intercommunale (EPCI)
Adresse du siège	Avenue de Haute Picardie 80200 ESTREES-DENIECOURT Tél : 03 22 85 14 14 Courriel : contact@terredepicardie.fr
Adresse de la déchèterie	Lieu dit "Maison Rouge" 80170 - Rosières en Santerre.
Signataire de la demande	Monsieur Philippe CHEVAL Président de la CCTP
Personne en charge du dossier	Mme PONCHAUT Responsable du service déchets ménagers
Téléphone	07 85 78 61 77
Adresse électronique	s.ponchaut@terredepicardie.fr
Adresse Internet	Site : www.terredepicardie.fr
Rédacteur du dossier	Frédéric RIMBAULT Chef de projet IRH Ingénieur Conseil ZAC Carrefour de l'Artois - RD 950 62490 Fresnes les Montauban Tel : 03 21 50 76 00 Mob : 06 64 45 36 18 Fax : 03 21 50 76 09 E-Mail : Frederic.Rimbault@irh.fr

2. CAPACITE TECHNIQUE ET FINANCIERE

2.1 Présentation de la CC Terre de Picardie (CCTP)

La Communauté de Communes Terre de Picardie (CCTP) La communauté de communes Terre de Picardie (CCTP) est une communauté de communes française, située dans le département de la Somme (région Hauts-de-France).

Elle est issue de la fusion en 2017 des deux communautés de communes : la communauté de communes de Haute-Picardie et la communauté de communes du Santerre.

Créée le 1^{er} janvier 2017, la CC Terre de Picardie regroupe 43 communes pour une population d'environ 18 270 habitants (source données INSEE 2018)

La superficie de la Communauté de Communes est de 295 km². Avec une densité de population de l'ordre de 62 habitants/km² la typologie est donc considérée comme rurale (< 100 hab./km²).



Figure 1 : Localisation de la CC Terre de Picardie dans le département de la Somme



Figure 2 : Présentation du territoire de la CC Terre de Picardie – Source site Internet CC Terre de Picardie

En matière d'environnement et de gestion des déchets la communauté de communes exerce la compétence « *collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés* ». Au travers de cette compétence la Collectivité exploite une déchèterie communautaire implantée sur la commune de Rosières en Santerre (3 026 habitants).

2.2 Les compétences de la CC Terre de Picardie

10

La communauté de communes exerce différentes compétences :

- Aménagement de l'espace,
- Développement économique,
- Voiries et assainissement,
- Culture,
- Aide à la personne,
- Petite enfance
- **Environnement et déchets.**

Dans le cadre des actions en faveur de la préservation de l'environnement et de la gestion des déchets ménagers et assimilés, la CC Terre de Picardie exerce la compétence Collecte des déchets ménagers et assimilés et à sa transféré sa compétence « traitement des déchets ménagers » au SMICTOM du Santerre.



	ORDURES MENAGERES	COLLECTE SELECTIVE	VERRE	DECHETERIE
COLLECTE	Terre de Picardie	Terre de Picardie	SMITOM	Terre de Picardie
TRAITEMENT	SMITOM	SMITOM	SMITOM	Terre de Picardie

2.3 Les capacités techniques de la CC Terre de Picardie

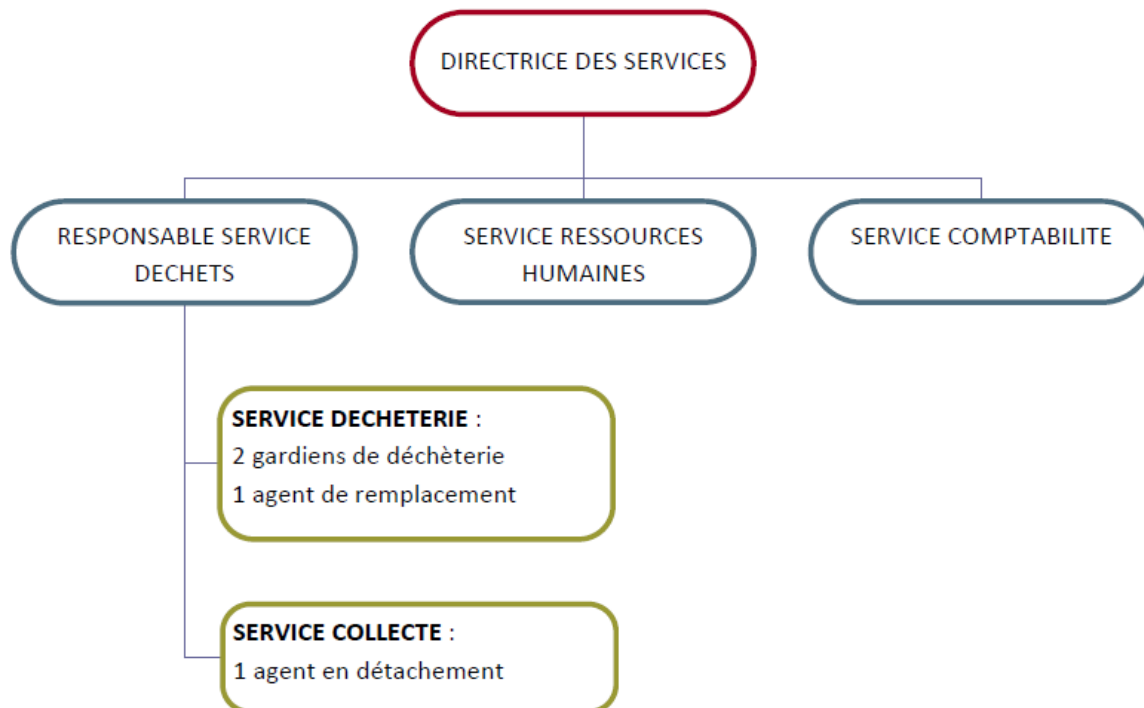
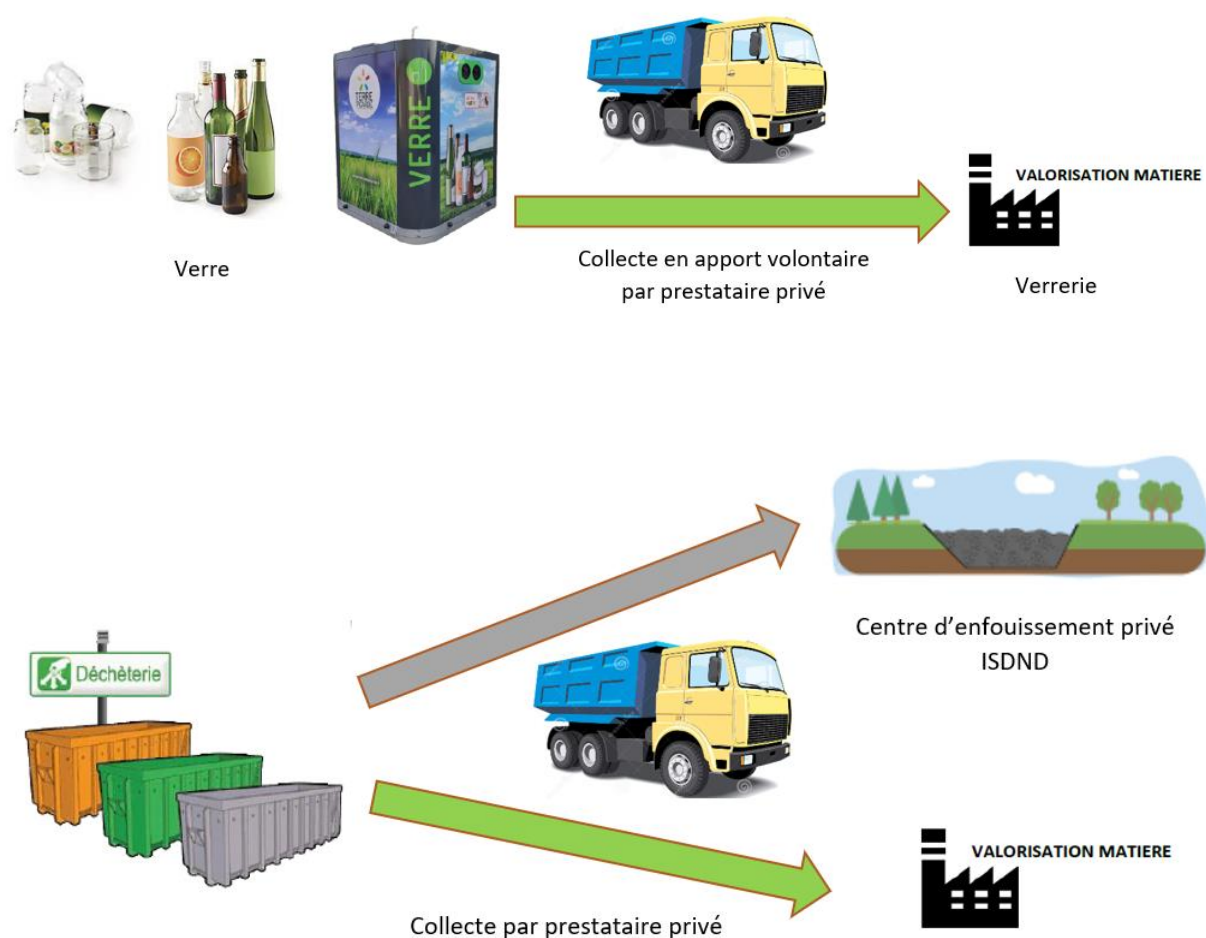


Figure 3 : Organigramme des services de la CC Terre de Picardie

En matière de gestion des déchets ménagers et assimilés la Communauté de Communes Terre de Picardie dispose d'un schéma de collecte des déchets organisé comme suit :

11





En termes d'équipement la CC Terre de Picardie dispose de son propre compacteur de benne (packmat) permettant d'accroître la densité du contenu des bennes et donc d'optimiser les coûts de transport des déchets.



2.4 Les capacités financières de la CC Terre de Picardie

En 2021, La CC Terre de Picardie présentait un budget global de **15 943,30 k€** (investissement et fonctionnement).

Budget primitif 2021	Dépenses
Investissements	5 353 700 €
Fonctionnement	10 859 600 €
Global	15 943 300 €

3. LOCALISATION DE L'INSTALLATION

La Communauté de Communes Terre de Picardie dispose d'une déchèterie située au Nord de la commune de Rosières en Santerre au lieu-dit « Maison Rouge », le long de la route départementale 337. Cette déchèterie a été mise en service en 1997.

Cette déchèterie apparaît vétuste et présente quelques non-conformités réglementaires. Elle ne permet pas la mise en œuvre de nouveaux flux de déchets et notamment les filières REP (responsabilité élargie du producteur) et génère des difficultés de surveillance pour les agents d'exploitation en raison de la présence de quais en intérieur et en extérieur.

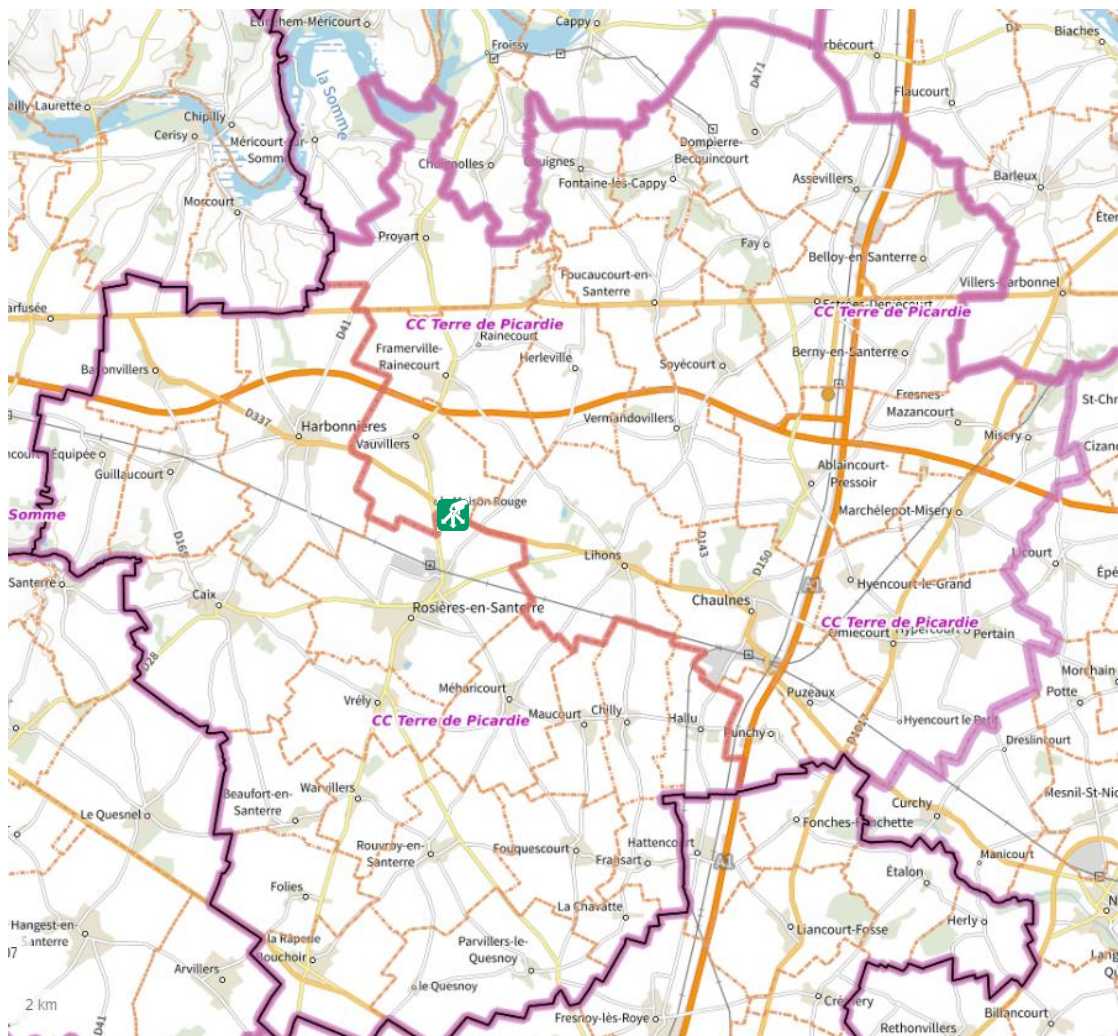


Figure 4 : Carte du territoire de la CC Terre de Picardie avec positionnement de la déchèterie de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail

Cette déchèterie nécessite des travaux d'extension afin de l'adapter aux évolutions réglementaires et aux nouvelles filières de tri et de valorisation des déchets dont les nouvelles filières REP (responsabilité élargie des producteurs).

3.1 Situation de la parcelle

L'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre sera réalisée sur l'actuel site de la déchèterie. Une réserve foncière est disponible à proximité immédiate de cette dernière.

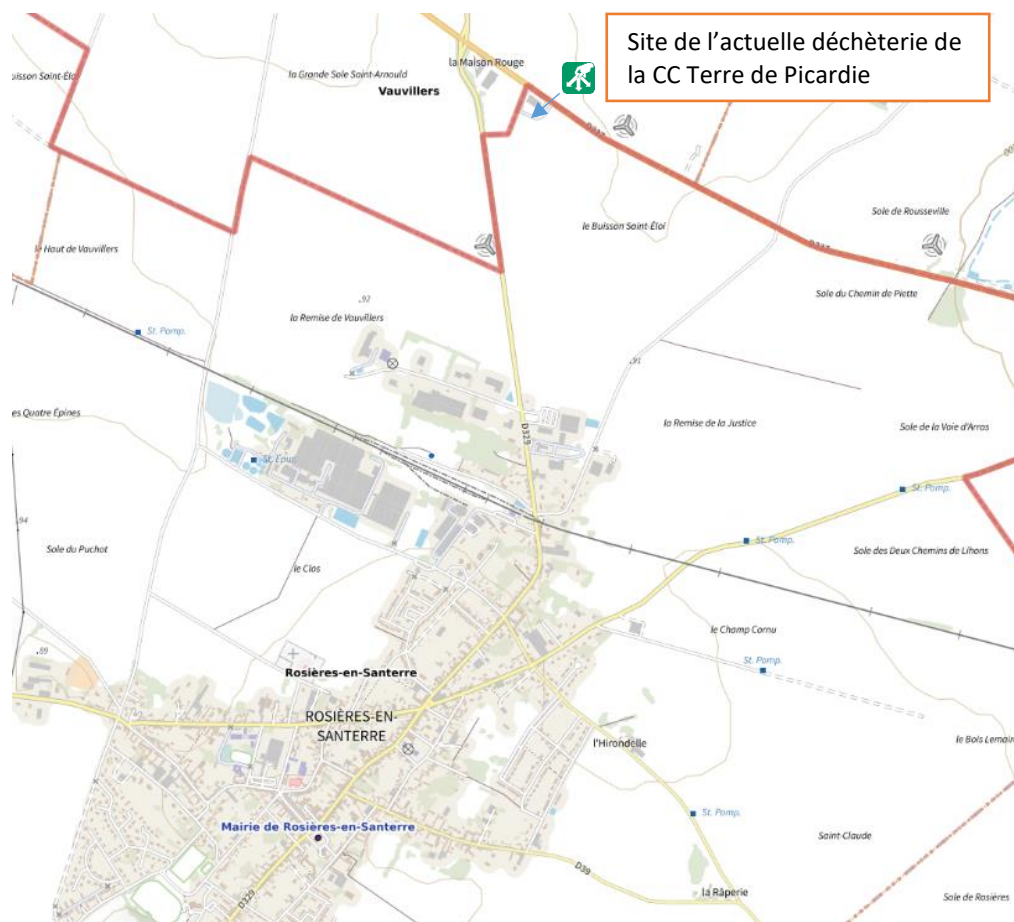


Figure 5 : Carte de localisation de la déchèterie de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail

Le terrain envisagé dans le cadre de l'extension et de la modernisation de la déchèterie se situe sur le site de l'actuel déchèterie sur une zone actuellement aménagée par un quai de déchargement.

Le projet est à réaliser dans l'emprise avec le contour rouge.

L'extension de la déchèterie sera réalisée sur la parcelle 0083, pour une superficie totale d'environ 5800 m² - voir

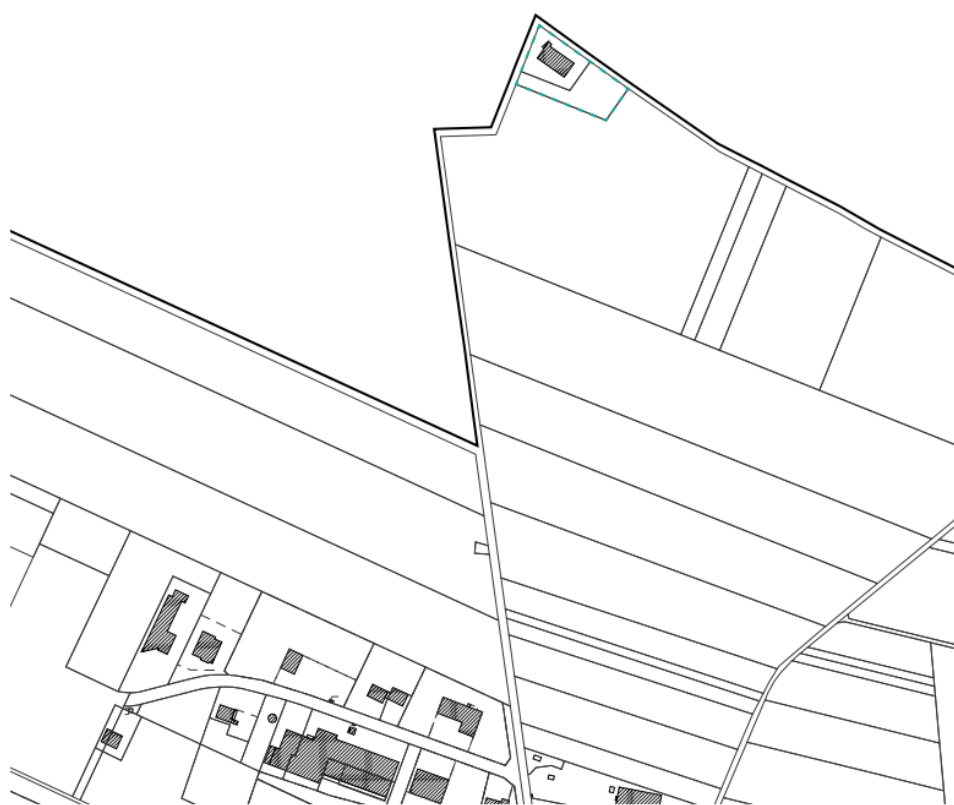


Figure 6 : Localisation géographique de la déchèterie de la CC Terre de Picardie implantée sur la commune de Rosières en Santerre – Source site Internet Géoportail

extrait de vue aérienne avec zone cadastrée ci-après.



Figure 7 : Parcelle cadastrale de la déchèterie - Source site Internet Géoportail



R F RENCES CADASTRALES
Section ZA Parcelles 79 & 83
10 500 m2

15

Figure 8 : Parcelle cadastrale de la déchèterie – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS

Le plan de situation, à l'échelle 1/2500^{ème}, avec notamment une couverture de 100 mètres autour du projet, est fourni [en annexe1.2.](#)

Le plan d'ensemble, à l'échelle 1/200^{ème}, indiquant l'affectation des constructions et terrains avoisinants situés dans un rayon de 35 mètres autour de la déchèterie est fourni [en annexe 1.3](#).

3.2 Conformité du projet aux documents d'urbanisme

La commune de Rosières en Santerre n'est pas dotée d'un Plan d'Occupation des Sol (POS) ni de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Un PLUi (plan local d'urbanismes Intercommunal) est actuellement en cours d'élaboration mais il n'est, à la date de l'élaboration de ce dossier d'enregistrement au titre de ICPE, pas délibéré et donc pas applicable.

Le règlement national d'urbanisme (RNU) constitue donc le cadre des règles applicables à défaut de document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune.

Le RNU s'applique intégralement dans les communes qui ne disposent ni d'une carte communale ni d'un plan local d'urbanisme (PLU, PLUi) ni d'un document tenant lieu de PLU.

Dans ce cas, en particulier, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune. Peuvent toutefois être autorisés, dans les conditions fixées par le code de l'urbanisme (et **non détaillées ci-dessous**) :

- Certaines évolutions des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole ;
- Des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs ;
- Des constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et **l'extension mesurée des constructions et installations existantes, etc**

En l'état, le projet d'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre apparaît compatible au document d'urbanisme RNU.

16

4. DESCRIPTION DES ACTIVITES ET CLASSEMENT DU SITE

4.1 Raisons du projet

La Communauté de Communes Terre de Picardie (CCTP) a été créée le 1^{er} janvier 2017. Elle est issue de la fusion de la Communauté de Communes Haute Picardie et de la Communauté de Communes du Santerre.

La fusion de ces deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fait suite à l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République a loi vise à renforcer les intercommunalités (les intercommunalités passent de 5 000 à 15 000 habitants et sont organisées autour de bassins de vie).

La Communauté de Communes Terre de Picardie regroupe ainsi 43 communes issues des EPCI précédemment mentionnées et représente une population de plus de 18 260 habitants.

Comme présenté au point 3.2 du présent dossier, la compétence « *collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés* » fait partie des compétences exercées par la communauté de communes.

La compétence collecte s'organise autour de prestations de collecte en porte à porte et en apport volontaire des déchets ménagers et assimilés. Ces prestations sont réalisées par des prestataires de services.

Dans le cadre de son dispositif de collecte en apport volontaire, la CCTP s'appuie sur une déchèterie implantée au Nord de la commune de Rosières en Santerre au lieu-dit la « Maison Rouge » - voir figures 5 et 6.

La déchèterie de Rosières en Santerre a été mise en service en 1997. Elle est aujourd'hui vétuste et présente quelques non-conformités réglementaires.

Un audit de cette déchèterie a été réalisé en 2019 par le cabinet ECOGEOS. Cet audit a mis en évidence la nécessité de procéder à certains travaux de mise aux normes. Une réflexion également été menée afin de moderniser la déchèterie et de l'adapter aux nouvelles filières de valorisation des déchets et notamment les filières REP (responsabilité Elargie des Producteurs), à la nécessité des renforcements des contrôles d'accès et à la sécurité du site.

La Communauté de Communes Terre de Picardie a donc engagé une démarche d'extension et de modernisation de la déchèterie de Rosières en Santerre afin qu'à terme cette unité d'accueil et de tri des déchets puisse disposer de toutes les fonctionnalités et de toutes les évolutions de la réglementation de ces dernières années.

- Mesures bâtimementaires pour le stockage des déchets dangereux,
- Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- Accueil des nouvelles filières REP (responsabilité Elargie des Producteurs) en place (mobilier, pneus, DDS, D3E) et à venir (jouets, articles de sports, article de bricolages, articles de pêche, etc ...)

Ainsi que les obligations définies dans la nouvelle loi AGEC de février 2020 notamment avec l'aménagement d'espace réemploi et de communication.

Ce dossier fournit l'ensemble des pièces demandées par les articles R. 512-46-1 à 512-46-7 et les articles R. 512-47 à 512-54 du Livre V Titre 1er Chapitre II du Code de l'Environnement. Ces pièces permettent d'apprécier le mode d'exploitation du projet, les impacts et les dangers pouvant en résulter ainsi que les mesures propres à les corriger.

Ce dossier reprend aussi les prescriptions générales fixées par l'arrêté du 26 mars 2012 concernant la rubrique 2710-2 soumise à enregistrement et les prescriptions générales fixées par l'arrêté du 27 mars 2012 concernant la rubrique 2710-1 soumise à déclaration.

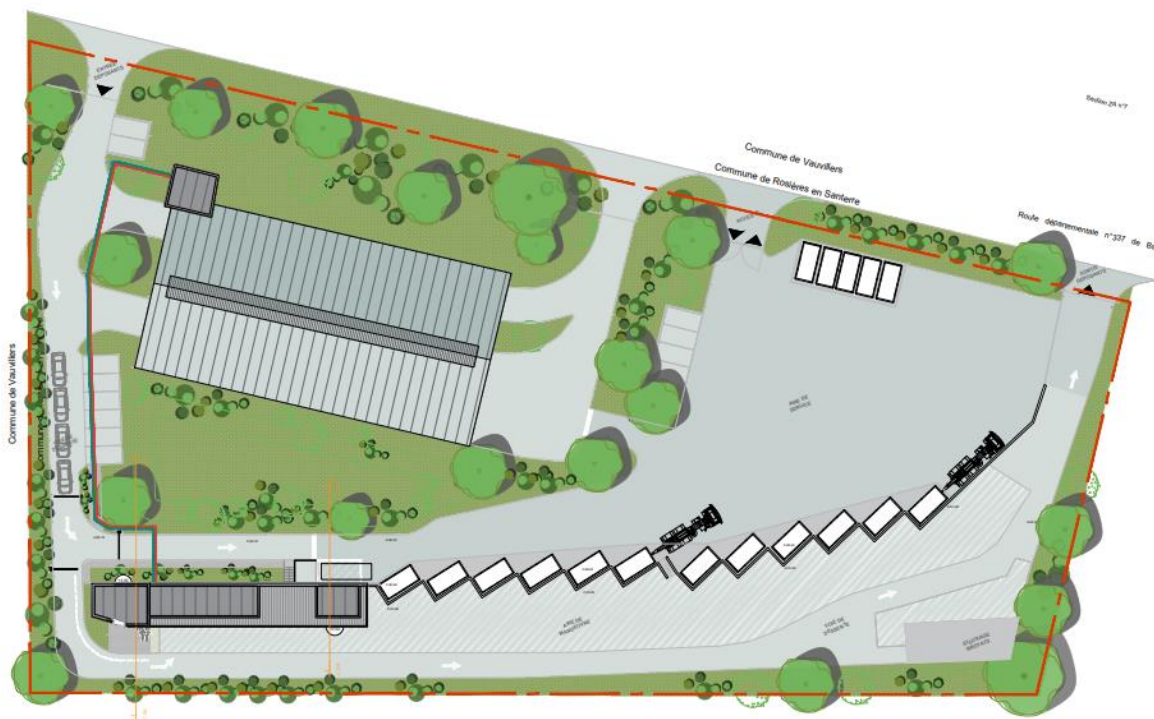


Figure 9 : Plan de masse de l'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS

4.2 Nature et liste des déchets acceptés et refusés sur le site

4.2.1 Nature et liste des déchets acceptés

18

Les déchets acceptés sur la déchèterie de Rosières en Santerre sont :

- Les encombrants et tout venant,
- Les gravats et autres déchets inertes,
- Les déchets végétaux,
- Le papiers / cartons,
- Les métaux ferreux et non ferreux,
- Le verre,
- Les textiles,
- Les huiles usagées (minérales et végétales) et les bidons souillés associés,
- Déchets Ménagers Spéciaux (DMS) : piles, batteries, peintures, solvants, phytosanitaires, produits acides/basiques, radiographies, néons, ampoules, cartouches d'encre,
- Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) : téléviseurs et autres équipements audio et vidéo, équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, minitel...).

4.2.2 Nature et liste des déchets interdits

Les déchets industriels et les catégories de déchets suivants sont strictement interdits sur la déchèterie de la CC Terre de Picardie à Rosières en Santerre sont :

- Les ordures ménagères résiduelles,
- Les bouteilles de gaz,

- Les extincteurs,
- Les pneus,
- les déchets amiantés,
- les éléments entiers de voitures ou de camions,
- les cadavres d'animaux,
- les produits explosifs, inflammables ou radioactifs,
- les déchets anatomiques ou infectieux, les déchets de soins comme les piquants, coupants provenant des professionnels de santé, des éleveurs, des agriculteurs.

Il est à noter que cette liste n'est pas limitative et que les agents d'exploitation de la déchèterie seront habilités à refuser des déchets qui, en raison de leur nature, leur forme ou leur dimension, présenteraient un danger pour l'exploitation.

4.3 Présentation des volumes d'activités

4.3.1 Horaires d'ouverture

La déchèterie de Rosières en Santerre est gérée par le personnel de la communauté de communes. Deux agents sont présents durant pendant les heures d'ouverture du site.

Ces agents sont chargés de la surveillance du site, de la qualité des apports et de la collecte (déchets conformes, conteneur de vidage) et de la prévention des risques (usagers et matières dangereuses reçues).

Un panneau sera disposé à l'entrée du site pour rappeler notamment les horaires d'ouverture du site.

- **Horaires d'hiver : du 1^{er} octobre au 31 mars**

	Matin	Après midi
Lundi	Fermée	14h00 - 17h00
Mardi	9h00 – 11h45	14h00 - 17h00
Mercredi	Fermée	Fermée
Jeudi	9h00 – 11h45	14h00 - 17h00
Vendredi	9h00 – 11h45	14h00 - 17h00
Samedi	9h00 – 11h45	14h00 - 17h00
Dimanche	Fermée	Fermée

- **Horaires d'été : du 1^{er} avril au 30 septembre**

	Matin	Après midi
Lundi	Fermé	14h00 - 18h00h
Mardi	9h00 – 11h45	14h00 - 18h00
Mercredi	Fermée	Fermée
Jeudi	9h00 – 11h45	14h00 - 18h00
Vendredi	9h00 – 11h45	14h00 - 18h00
Samedi	9h00 – 11h45	14h00 - 17h00
Dimanche	Fermé	Fermé

4.3.2 Présentation de la capacité de stockage des déchets non dangereux

En ce qui concerne les **déchets non dangereux**, il est prévu la mise en œuvre des stockages suivants :

Nature des déchets	Contenants	Quantité	Capacité de stockage
Cartons	Benne de 25m ³	1	25 m ³
Ferrailles	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Plastiques divers	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Plastiques PVC	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Bois	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Déchets d'ameublement (DEA)	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Déchets végétaux	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Plâtre	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Gravats et autres inertes	Benne de 8m ³	2	16 m ³
Tout venant	Benne de 30m ³	2	60 m ³
Branchages	Aire au sol 25m ²	1	40 m ³
Déchets électriques et électroniques (D3E) – hors froid	Local D3E – 30 m ²	1	45 m ³
Verre	Colonnes 3 m ³	2	6 m ³
Textile, linge, chaussures (TLC)	Colonnes 3 m ³	1	3 m ³
Nouvelles REP	Local réemploi	1	10 m ³
Bennes de réserves (à quai)	Benne de 30m ³	1	30 m ³
Bennes de réserves (hors quai)	Benne de 30m ³	4	120 m ³
Capacité de stockage (m3) disponible à un instant T			565 m³

La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présent, sur le site de la déchèterie, à un instant T est supérieur à 300 m³. La déchèterie sera donc soumise **au régime de l'enregistrement** pour les déchets non dangereux.

Régime de l'enregistrement : Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

4.3.3 Présentation de la capacité de stockage des déchets dangereux

Les quantités de déchets dangereux susceptibles d'être présent à un instant T sur la future déchèterie de Rosières en Santerre sont présentées dans le tableau ci-après :

Désignation des déchets	Type contenant (litres)	Nombre	Densité considérée	Poids maximum à l'instant (kg)
Huiles végétales	200	2	0,8	320,00
Acides, bases	80	5	0,45	180,00
Bombes aérosols	80	5	0,15	60,00
Filtres à huiles	200	2	0,15	60,00
Huiles minérales	1 500	1	0,8	1200,00
Peintures, vernis, laques, pâteux	600	4	0,45	1080,00
Produits phytosanitaires ménagers	80	3	0,45	108,00
Lampes	80	1	0,5	40,00
Néons	200	1	0,45	90,00
Batteries	800	2	0,6	960,00
Bidons souillés	600	3	0,45	810,00
Déchets liquides non identifiés	600	1	0,45	270,00
Combustibles	70	3	0,45	94,50
D3E (écrans)	600	3	0,3	540,00
D3E (froids)	Vrac	15	0,045	675,00
TOTAL				6 487,50
Tonnage maximum susceptible d'être présent à un instant T				6,5 tonnes

Au regard des tonnages de déchets dangereux susceptibles d'être stockés à un instant T sur la déchèterie, il apparaît que la déchèterie sera classée sous le **régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC)** – tonnage de déchets dangereux compris entre 1 et 7 tonnes.

4.4 Rubriques de classement

Ce dossier déposé par la Communauté de Communes Terre de Picardie fera l'objet d'une procédure d'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2710-2).

Ce dossier tient lieu également de déclaration pour la collecte des déchets dangereux issus des ménages (rubrique 2710-1).

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial - Déclaration
- 2710-2 : Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial - Enregistrement

Les déchèteries sont des installations classées au code de l'environnement et sont classées dans la rubrique 2710 Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

(Rubrique modifiée par le Décret n° 2006-646 du 31 mai 2006, le Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 et le Décret n° 2018-458 du 6 juin 2018).

Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

1. Collecte de déchets dangereux :	
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 7 t	(A - 1)
b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	(DC)
2. Collecte de déchets non dangereux :	
Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieur ou égal à 300 m³	(E)
b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	(DC)

4.5 Tenue des registres réglementaires

4.5.1 Registres des déchets dangereux présents

Un registre de l'état des stocks des produits dangereux présents et un plan de ces stockages sont tenus à jour et à disposition des services d'incendie et de secours pour leur faciliter les éventuelles interventions et localiser les risques.

Ce registre indiquera les quantités et la nature des produits dangereux présents ainsi que les fiches de données sécurité (FDS) correspondantes.

4.5.2 Registres des déchets sortants

Un registre est établi et tenu à jour par les agents de la déchetterie, à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, pour assurer une traçabilité des chargements évacués du site. Ce registre consigne pour chaque chargement sortant les informations suivantes :

- la date de sortie du véhicule de transport,
- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du camion,
- l'identité et les coordonnées de la filière d'évacuation,
- le type de produit sortant et la quantité évacuée,
- le numéro du bordereau de suivi et, si besoin, les références du certificat d'acceptation préalable,
- le type de traitement final prévu.

4.5.3 Préparation et transport des déchets dangereux

Les déchets dangereux, emballés conformément à la réglementation en vigueur en respectant les dispositions de l'ADR, sont étiquetés avec les éléments suivants : la nature, le code des déchets et le symbole de danger, conformément à la réglementation en vigueur.

Nota : il est prévu que le portail électrique puisse s'ouvrir sur horloge 30 minutes avant l'ouverture de la déchèterie pour permettre aux usagers de stationner dans l'allée qui donne vers la déchèterie et d'éviter un fil d'attente au niveau de la RD 337.

Le bâtiment principal existant sera conservé. L'extension de la déchèterie sera réalisée sur la parcelle située au Sud de ce bâtiment.

5.2.1 Organisation de l'accès au haut de quai

Dans le cadre des futurs travaux, la voie menant à la future déchèterie sera réaménagée.

Cette voie sera équipée d'une borne de contrôle d'accès (1) associée à une barrière levante automatique (2). Une voie de délestage (3) sera aménagée en façade arrière des nouveaux bâtiments de la déchèterie afin de permettre aux véhicules non autorisés à pénétrer sur la déchèterie de quitter le site sans accéder au quai de déchargement.

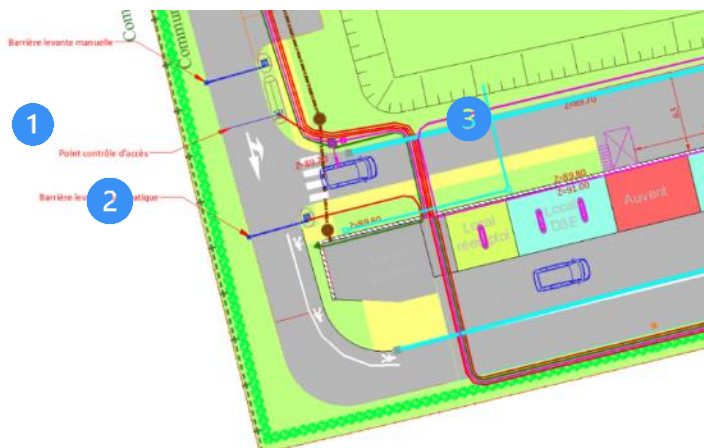


Figure 11 : Modélisation de l'accès à la partie haut de quai de la déchèterie

La Communauté de Communes Terre de Picardie a également souhaité l'installation de 3 barrières en entrée du site de la déchèterie avec pour fonction :

- 1 – barrière manuelle : son ouverture se fera lorsque la déchèterie sera ouverte aux usagers (30 minutes après ouverture du portail) *Cette information est donnée à titre indicatif et pourra être ajusté dans le cadre de l'exploitation du site.*
- 2 – Barrière automatique : barrière qui s'ouvre au passage de la carte d'accès sur la badgeuse
- 3 – Barrière manuelle : barrière fermée qui sera ouverte par l'agent en fonction des besoins liés à la gestion des usagers non autorisés

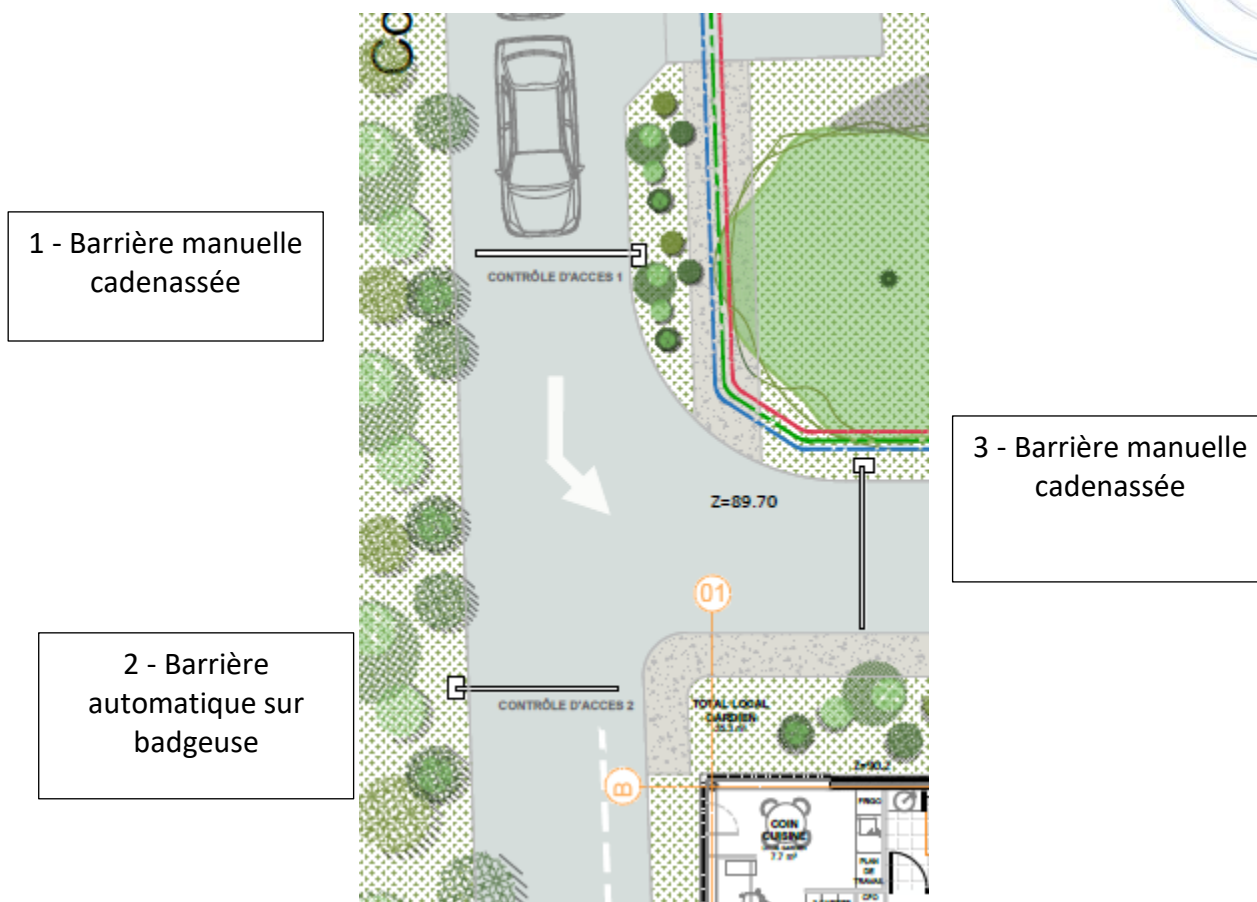


Figure 12 : Focus sur le barriérage mis en œuvre pour la gestion des accès des usagers sur la déchèterie

5.2.1 Accès à la partie haut de quai de la déchèterie

Dans le cadre de la conception une attention particulière a été portée aux conditions d'accès à la partie « haut de quai » de la déchèterie.

Cette voie menant au haut de quai de la déchèterie sera d'une longueur permettant le stockage d'une quinzaine de véhicules légers avec remorque. Cette configuration permettra de limiter autant que possible une éventuelle saturation des accès les jours de forte affluente (notamment le samedi). L'objectif étant de limiter voire dans la mesure du possible supprimer les risques de nuisances au niveau de la circulation sur la RD 337.

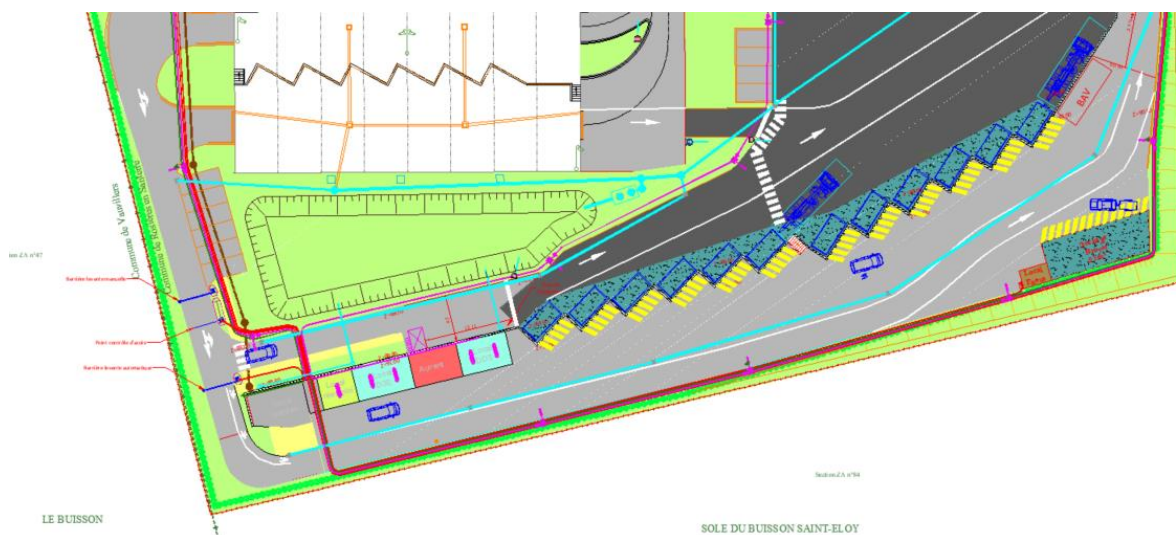


Figure 13 : Schéma d'aménagement de la voirie en haut de quai de la déchèterie

5.2.2 Accès au bas de quai de la déchèterie

L'accès au bas de quai sera constitué par une structure de voirie lourde permettant l'évolution des poids lourds d'échange des bennes (dépose des bennes pleine et positionnement à quai).

Le sens de circulation en bas de quai de la déchèterie sera antihoraire. La zone « bas de quai » disposera également d'une zone de dépôts de bennes vides.

Dans le cadre des travaux la voirie existante sera donc terrassée afin de reconstituée une structure de voirie lourde.

Cette structure de voirie sera dimensionnée pour supporter un trafic de 10 poids lourds par jour.

Cette structure servira également aux usagers non autorisés à déposer leur déchet (voie de délestage).

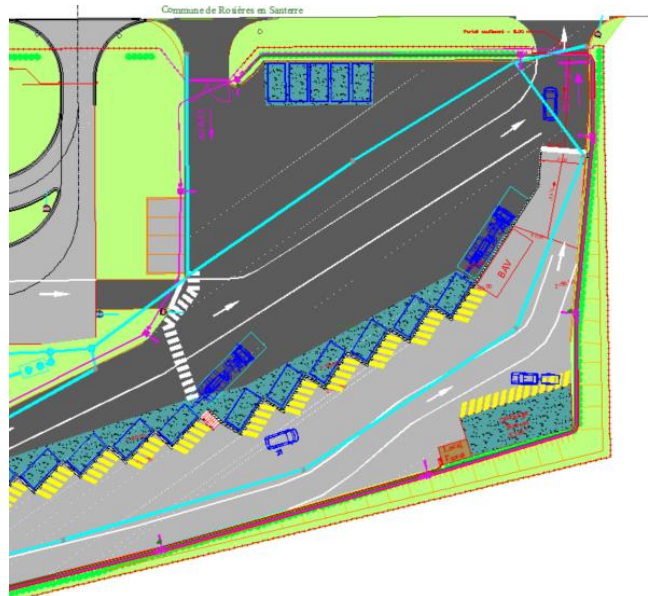


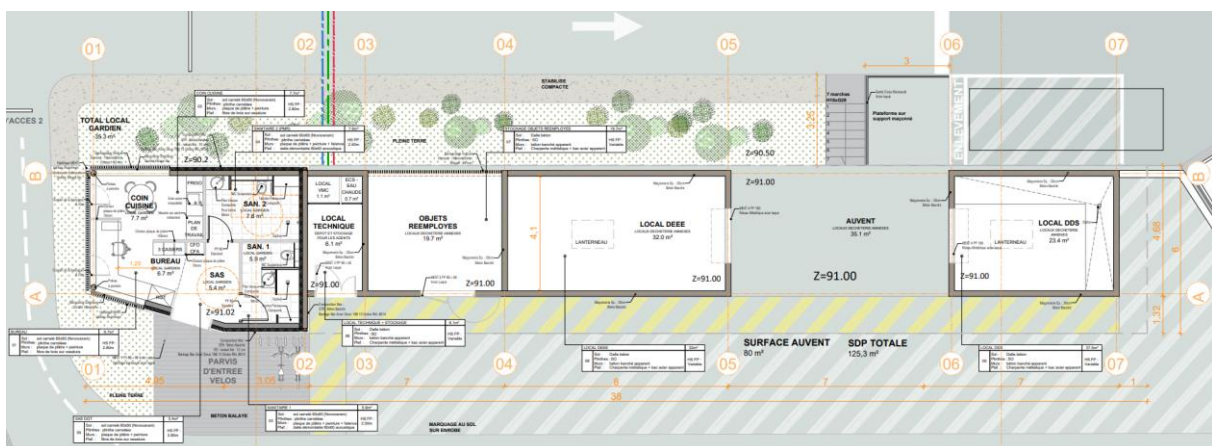
Figure 14 : Focus sur le plan d'AVP – Aménagement bas de quai de la déchèterie

5.3 Conception bâimentaire de la déchèterie

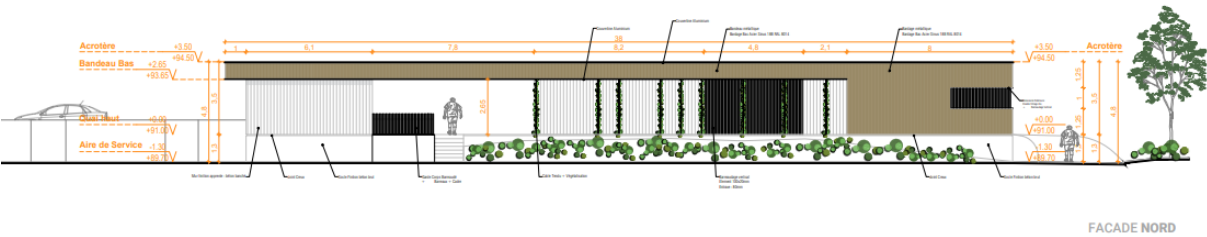
5.3.1 Mesures bâimentaires : locaux d'exploitation

Le haut de quai de la déchèterie accueillera plusieurs bâtiments :

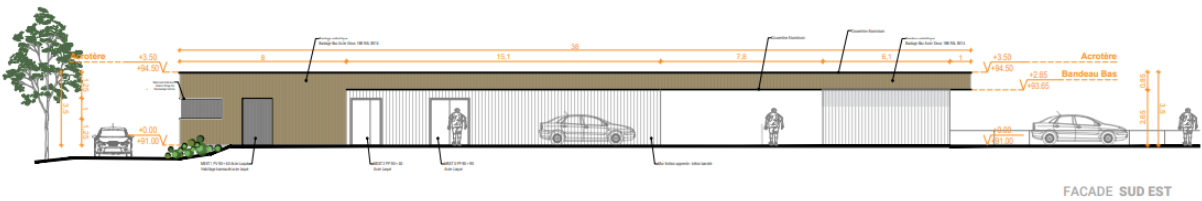
- Un local gardien,
- Un local technique (abritant le local VMC et l'ECS)
- Un local réemploi
- Un local D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques)
- Un auvent (servant de zone de dépôt et faisant la liaison entre le bâtiment D3E et le local DDS)
- Un local DDS (Déchets diffus spécifiques ou également appelés déchets dangereux)



Figures 15 : Plan d'aménagement des locaux d'exploitation de la déchèterie de Rosières en Santerre



Figures 16 : Plan d'aménagement façade Sud Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre



Figures 17 : Plan d'aménagement façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre



Figures 18 : Esquisse de la façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre



Figures 19 : Esquisse de la façade Nord Est de la future déchèterie de Rosières en Santerre



Figures 20 : Esquisse de la façade Nord de la déchèterie de Rosières en Santerre

A. Le local gardien

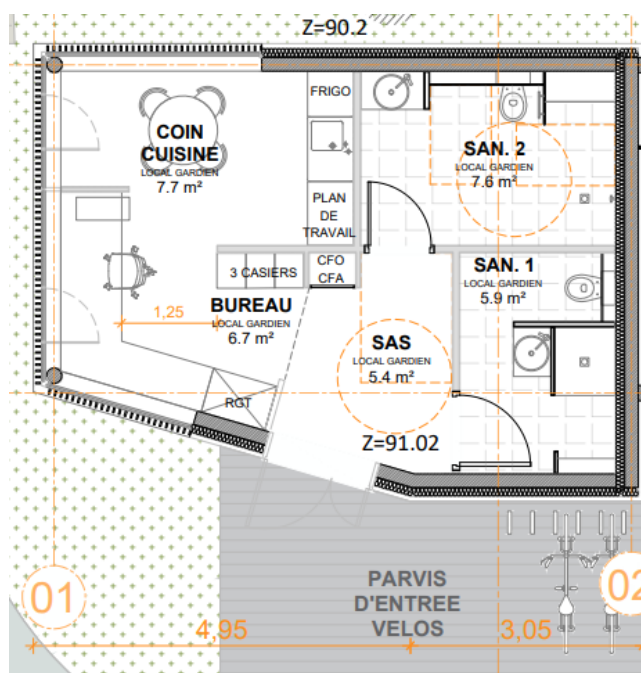
Le local gardien de la déchèterie sera aménagé pour deux agents présents en même temps sur le site. Ce local d'une surface de 35 m² sera aménagé par :

- Un espace bureau,
- Un espace détente équipé d'une kitchenette
- Un espace vestiaires, douche et sanitaire avec séparation hommes et femmes.

Ce bâtiment sera conforme au code du travail. Il n'est pas prévu de le rendre accessible au personnel à mobilité réduite considérant que l'activité de gardien de déchèterie ne peut être exercée par une personne en fauteuil roulant. Par ailleurs, l'accès au local gardien sera interdit au public.

D'un point de vue bâtiminaire, le local gardien sera constitué de parois en béton banché avec isolation externe et recouvert d'un bardage métallique. La couverture sera un bac acier multicouches posé soit sur une charpente métallique.

En termes d'isolation, le bâtiment sera conforme à la réglementation thermique RT 2012. Le local sera chauffé électriquement au moyen de convecteur ou via un dispositif de pompe à chaleur. L'eau chaude sanitaire sera délivrée par un ballon ECS thermodynamique.



✓ Mesures constructives

Les bâtiments situés sur la plateforme haute seront de forme simple et couverts de toits plats avec étanchéité EPDM ou équivalent. Ils seront en simple RDC et auront une hauteur maximum de 3,65m (par rapport au sol de la plateforme haute).

En termes de mesures constructives ce bâtiment (local gardien / local technique) présentera les caractéristiques suivantes :

- **Murs extérieurs** : béton banché,
- **Habillage mur extérieur** : béton banché brut et bardage métallique ondulé RAL 8014,
- **Charpente** : métallique
- **Couverture** : étanchéité EPDM, couverture anthrazinc
- **Menuiseries** : Alu teinte gris RAL 7016. Les portes et fenêtres en dessous d'un mètre, vitrées seront équipées de verre feuilleté STADIP deux faces.
- **Cloisons** : plaques de plâtre sur ossature galvanisée, avec isolant de type laine de roche. Les doublages seront du même type.
- **Plafonds suspendus** (pour le bureau uniquement) : fibre de bois sur ossature.
- **Sol** : carrelage grès cérame (M0) pour le bureau / béton pour la partie local technique attenante au local gardien
- **Revêtements muraux** : entoilage de fibre de verre et peinture, classement M2 pour le bureau.



Au regard des éléments de l'étude géotechnique, une **solution de fondations sur semelles filantes ou massifs isolés coulés en pleine fouille est envisageable pour les fondations du local d'exploitation. Ces fondations seront**, conformément aux préconisations du géotechniciens, ancrés d'au minimum 30 cm dans l'ensemble limoneux en place et non remanié, en respectant une profondeur minimale de 0,80 m sous le niveau du terrain actuel et/ou du terrain fini.

Pour une semelle filante de 0,60 m de largeur ou pour un massif isolé de 1,00 m de côté apportant une contrainte au sol de 0,10 MPa aux ELS (valeurs arbitraires), les tassements absolus prévisibles estimés par la méthode pressiométrique seront de l'ordre de 1 cm sous réserve d'une bonne exécution des fondations. Il conviendra de rajouter à ces tassements, ceux engendrés par le remblai et la surcharge d'exploitation sur le dallage.

Rappel réglementaire : Code du travail

→ Article R4228-2 Modifié par Décret n°2016-1331 du 6 octobre 2016 - art. 1

Les vestiaires collectifs et les lavabos sont installés dans un local spécial de surface convenable, isolé des locaux de travail et de stockage et placé à proximité du passage des travailleurs.

Lorsque les vestiaires et les lavabos sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ceux-ci doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail ou de stockage et sans passer par l'extérieur.

→ **Article R4228-3 - Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)**

Le sol et les parois des locaux affectés aux vestiaires collectifs et lavabos sont tels qu'ils permettent un nettoyage efficace. Ces locaux sont tenus en état constant de propreté.

→ **Article R4228-4 - Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)**

Les locaux affectés aux vestiaires collectifs et lavabos sont aérés conformément aux règles d'aération et d'assainissement du chapitre II et convenablement chauffés.

→ **Article R4228-5 - Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)**

Dans les établissements employant un personnel mixte, des installations séparées sont prévues pour les travailleurs masculins et féminins.

→ **Article R4228-6 - Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)**

Les vestiaires collectifs sont pourvus d'un nombre suffisant de sièges et d'armoires individuelles ininflammables. Ces armoires permettent de suspendre deux vêtements de ville.

Lorsque les vêtements de travail sont susceptibles d'être souillés de matières dangereuses, salissantes ou malodorantes, les armoires comprennent un compartiment réservé à ces vêtements.

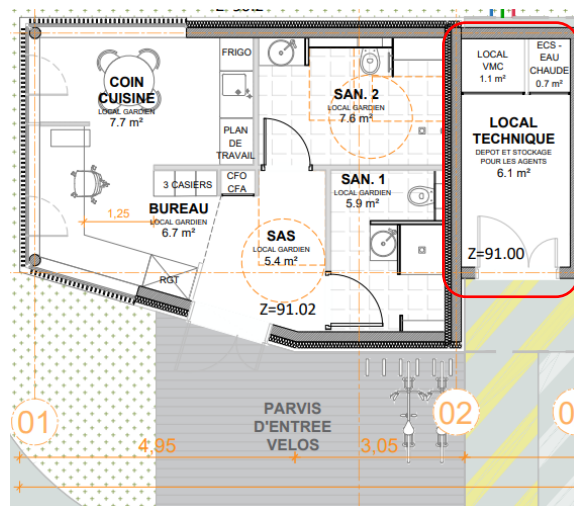
B. Le local technique

Un local technique sera attenant au local gardien. Son accès se fera depuis l'extérieur. Sa surface sera d'environ 8 m². Ce local sera utilisé dans le cadre du stockage du petit matériel nécessaire à l'exploitation de la déchèterie (pelles, balais, souffleur, tondeuse)

Ce local permettra également de positionner le ballon d'eau chaude sanitaire et l'installation VMC.

En façade Nord le local sera recouvert d'un bardage métallique dans la continuité de celui du local gardien.

En partie Sud et Est, le béton banché sera laissé brut et apparent. Le sol sera réalisé en béton, finition balayée



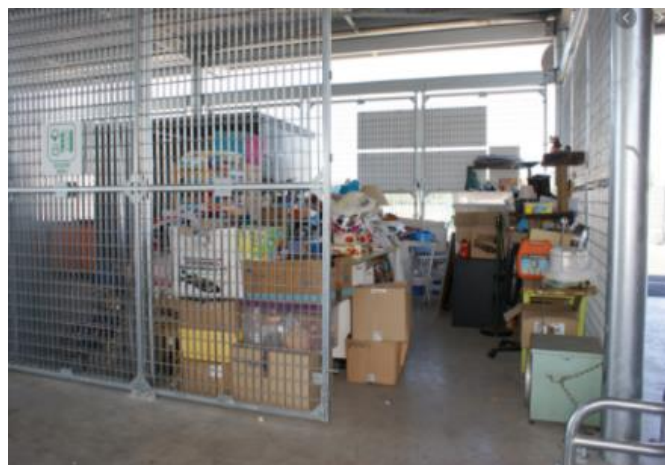
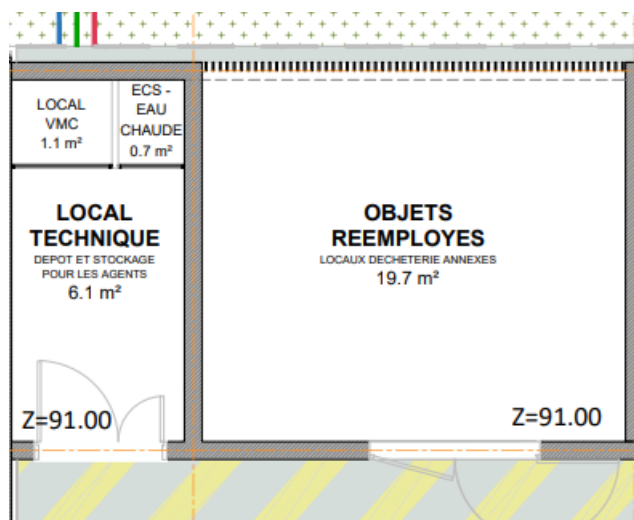
C. Le local réemploi / Ressourcerie

En application de la loi AGECE de février 2020 il est prévu d'équiper la déchèterie de la CC Terre de Picardie d'un local réemploi.

L'objectif étant d'extraire, des gisements de déchets apportés par les usagers de la déchèterie, tous les objets susceptibles d'être destinés à une seconde vie après, le cas échéant, un passage par une remise en état. Cela peut concerner des vélos, du matériel de jardinage, du matériel de sport¹, des jouets, des bibelots, des livres, de la vaisselle etc...

¹ En attendant la mise en place de la REP prévue pour 2023

Ce local d'une surface d'environ 20 m² présentera des mesures bâtimentaires proches de celles du local DDS (sol en béton, murs parpaings ou équivalent, couverture bacs aciers, porte d'accès avec une largeur utile de 1,60 m.

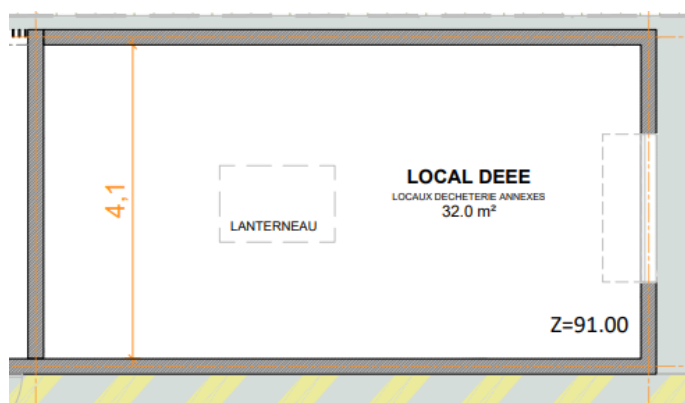


D. Local des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)

Le local de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques sera positionné dans le prolongement de l'aire de dépose des DDS et des D3E.

Ce local d'une surface de 32 m² présentera des mesures bâtimentaires proches de celles du local DDS (sol en béton, murs parpaings ou équivalent, couverture bacs aciers, grilles de ventilation, rideau métallique d'accès avec une largeur utile de 2 m. A la différence du local DDS il ne sera pas équipé d'un dispositif d'extraction d'air ni d'un appareillage électrique antidéflagrant.

31

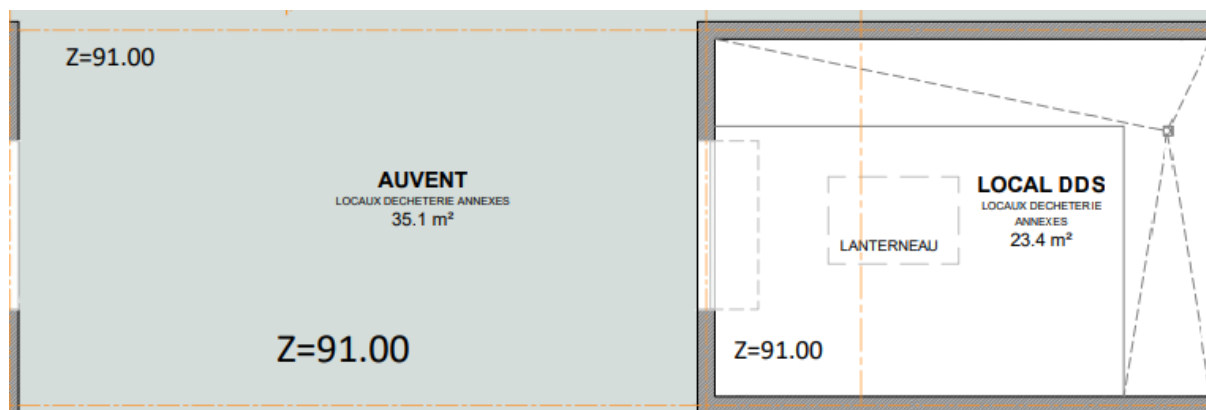


E. Aire de dépose des DDS et des D3E (auvent)

L'accès au local DDS étant interdit aux usagers de la déchèterie, un auvent de dépose de ces déchets sera associé au local. Cette zone de dépose, d'une surface de 35 m², présentera les mêmes caractéristiques bâtimentaires que le local DDS. Ainsi, le sol sera constitué d'une dalle béton avec rétention. Cette rétention sera raccordée au réseau eaux pluviales du site, mais le dispositif sera maintenu fermé par une vanne de sectionnement. Ce dispositif permettra d'éviter les pollutions en cas de déversement accidentels.

Cette aire de dépose sera protégée des eaux météoriques par une couverture de type bac acier posé sur une charpente métallique.

Cette aire pourra également accueillir la cuve de récupération des huiles minérales usagées (huiles moteurs), les huiles végétales (huiles alimentaires) ainsi que le bac de récupérations des piles usagées.



F. Le local déchets dangereux (DDS)

Enfin le local déchets dangereux (local DDS) présentera une surface de 23 m². Ses caractéristiques bâtimentaires seront celles détaillées ci-après.

Afin d'éviter tout risque de déversement accidentel vers l'extérieur ce local sera équipé d'une rétention d'une capacité de 2 m³.

Rappel réglementaire : arrêté du 27 mars 2012

→ Article 2.2 - Locaux d'entreposage

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

I. Réaction au feu

Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).

II. Résistance au feu

Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est a minima R. 15 ;
- les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Toitures et couvertures de toiture

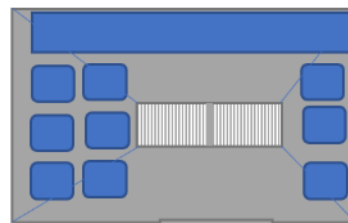
Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).

→ 2.4. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Afin de tenir compte des obligations réglementaires dans le cadre la conception du local DDS de la déchèterie les mesures bâtimentaires suivantes ont été retenues :

- Le sol sera constitué d'une dalle en béton armé avec un aménagement en pointe de diamant permettant la mise en place d'une rétention au centre. Cette rétention d'un volume minimal de 2 m³ permettra de recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement (article 2.6 du décret du 27 mars 2012). La rétention pourra être séparée en deux parties de sorte que les des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne puissent pas être associés à la même partie de rétention.
- Les murs seront en béton banché d'épaisseur minimum 20 cm. En habillage extérieur le béton sera laissé apparent sauf au droit du bandeau supérieur où il sera recouvert d'un bardage métallique. Les murs seront équipés de 4 grilles de ventilation de dimensions minimales 0,5 x 0,3 positionnées en parties basse et haute du local DDS
- La toiture sera constituée d'un bac acier simple peau, anti-condensation, positionné sur une charpente métallique – matériaux A2 s2 d0
- Le local sera équipé d'une tourelle d'extraction d'air permettant une extraction des gaz susceptibles d'être générés par l'entreposage provisoire des DDS. Ce dispositif permet de supprimer le risque d'atmosphère explosive dans ce local.
- L'ensemble des équipements électriques sera antidéflagrant,
- Un point d'eau sera aménagé en façade extérieur de ce local,
- Accès par un rideau métallique de type volet roulant de largeur de passage 2 mètres, sans seuil de porte permettant ainsi l'utilisation de transpalette pour l'entrée et la sortie des bacs de stockage.



Le local DDS aura une surface de l'ordre de 23 m² ce qui lui permettra de recevoir et stocker les déchets dangereux pris en charge dans le cadre la REP déchets dangereux (ECO DDS), néanmoins cette surface peut apparaître juste si la déchèterie est également amenée à gérer, dans ce même local, les DDS non pris en charge par la REP.

Ce local pourra être équipé d'étagères de stockage sur rétention permettant de recevoir les bacs déchets de petits volumes 60 ou 80 litres. Le reste de l'espace pourra être équipé de bacs de 600 ou 800 litres permettant de stocker les autres déchets dangereux.

5.3.2 Mesures bâimentaires : Configuration des quais de la déchèterie

A. Longueur et largeur des emplacements de bennes

Après réalisation des travaux d'extension la déchèterie de Rosières en Santerre sera dotée de 12 quais de déchargement permettant de recevoir des bennes de 10 à 35 m³.

Les emplacements de bennes auront les dimensions suivantes :

- Longueur : 6 mètres
- Largeur : 3 mètres

Ces dimensions tiennent compte des contraintes de site afin de faciliter l'implantation des bennes.

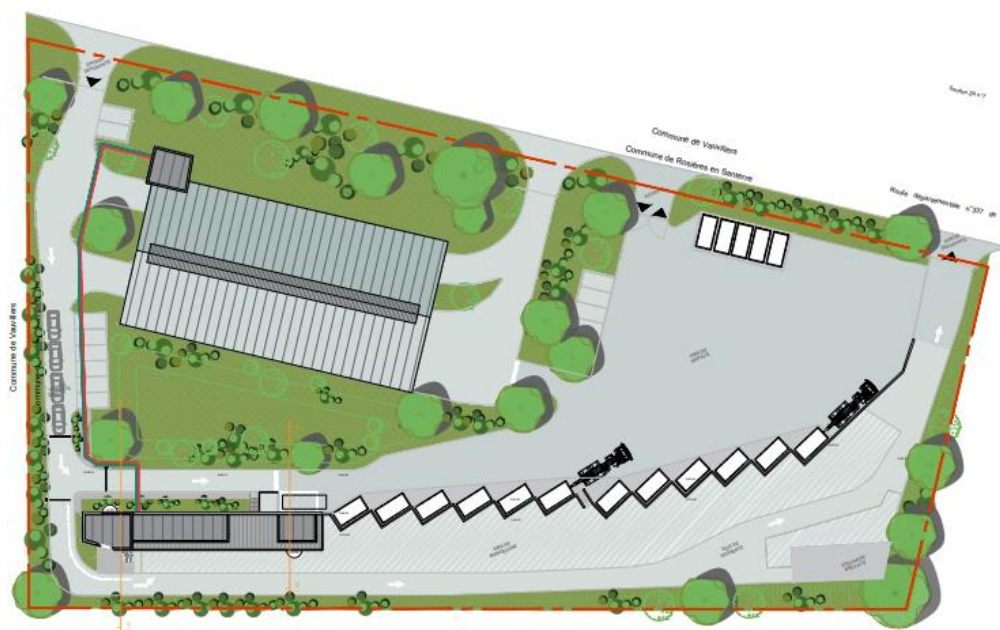


Figure 21 : Plan de masse de l'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre – Dossier de permis de construire – AVANTPROPOS

B. Hauteur des quais

La topographie relativement plane du site n'est pas, par définition, adaptée à la création d'un quai surélevé. Afin d'optimiser les mouvements de terre, de limiter les évacuations de déblais et les apports de matériaux de remblais, il sera préconisé la réalisation du quai par une opération de déblai / remblais.

Après un décapage de la terre végétale sur une profondeur de 20 à 30 cm sur l'intégralité de la zone de terrassement, la zone bas de quai de la déchèterie sera décaissée sur une hauteur d'un mètre pour permettre de recréer une structure de voirie adaptée. L'altimétrie moyenne de cette zone sera à 89 mNGF en partie basse et de 91 mNGF en partie haut de quai.

Les matériaux excavés seront, le cas échéant criblés en cas présence d'éléments impropres, puis traités avant d'être montés en remblai afin de constituer le haut de quai de la déchèterie.

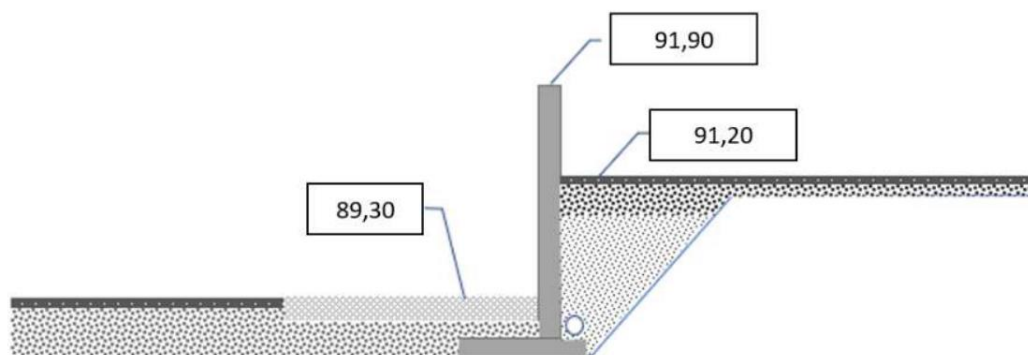


Figure 22 : Plan schématique en coupe du quai de la déchèterie

Dans le cadre de la conception du quai de la déchèterie, il a été retenu la mise en œuvre de voiles béton coulés voire des éléments préfabriqués de type Prémurs – voir photo ci-contre. Nous déconseillons la mise en œuvre de mur préfabriqués de soutènement, qui présentent, certes une mise en œuvre plus rapide et un investissement plus faible mais dont la tenue et la longévité dans le temps, notamment en raison de leur faible résistance aux chocs conduit à une dégradation rapide du quai.

La solution préconisée est la mise en œuvre de voiles béton armé, coulés en place (murs banchés), d'une épaisseur de 20 cm.



Figure 23: exemple de voiles béton banchés

Des gardes corps fixes seront également disposés entre la voirie lourde et la voirie des VL dès lors que le dénivelé dépasse 30 cm (rampe d'accès au quai haut et mur de soutènement).

C. Focus sur les protections antichute

La mise en œuvre de garde-corps est depuis le décret de mars 2012 une obligation réglementaire afin d'éviter les risques de chutes dans les bennes positionnées en contre-bas.

Rappel réglementaire : Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

→ **Article 27 Prévention des chutes et collisions.**

Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.

- I. **Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement.** Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
- II. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

Dans le cadre de l'aménagement de la déchèterie différents types de garde-corps sont aménageables. Au sens de la norme NF 01-012, on distingue deux types de garde-corps :

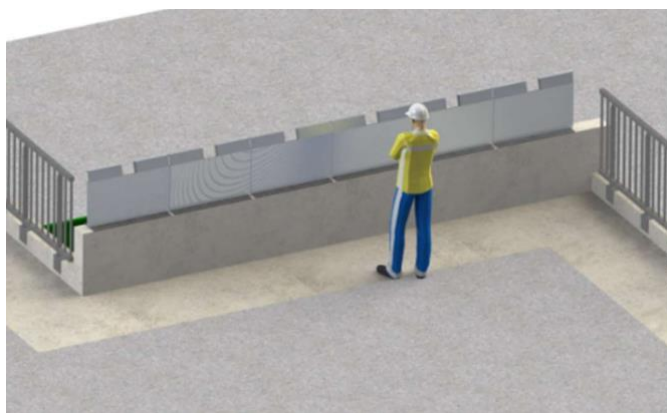
- les garde-corps minces: épaisseur $E \leq 0,20$ m,
 - les garde-corps épais: épaisseur $E > 0,20$ m.
1. Les garde-corps minces : majoritairement métallique, d'une hauteur minimale d'un mètre, équipé d'un barreaudage vertical avec un espacement des barreaux ne pouvant être supérieur à 11 cm.
 2. Les garde-corps épais : majoritairement réalisés en béton l'épaisseur du garde-corps et fonction de sa hauteur. Dans le cas de la présente conception, il est considéré un garde-corps d'une hauteur de 0,80 m ce qui implique une épaisseur de 0,60 m.

36

Les garde-corps minces ou épais peuvent être ajourés ou pleins, simples ou composés. La norme NF 01-012 impose notamment des garde-corps dès lors que la hauteur de chute excède 1 mètre pour les bâtiments d'habitation, de bureau, et de façon générale tous les établissements susceptibles de recevoir du public (ERP).

Les avantages et inconvénients de chaque type de garde-corps ont été présentés dans le cadre du rapport d'avant-projet sommaire.

Les représentants de la CC Terre de Picardie ont arrêté leur choix sur des garde-corps épais.



Figures 24 et 25 : Exemples de dispositifs antichute de type garde-corps épais mis en œuvre sur la déchèterie de Rosières en Santerre

D. Focus sur les bennes gravats

Comme indiqué précédemment la mise en œuvre de garde-corps de type épais ne permet pas un déchargement aisé des matériaux inertes tels que les gravats. Ces derniers sont dans la plupart des cas, amenés par les usagers aux moyens de remorques et, sauf à pouvoir décharger la remorque par basculement, le déchargement manuel de ces dernières prend un certain temps.

Afin de palier à cette difficulté, les représentants de la CC Terre de Picardie ont fait le choix de privilégier l'aménagement de deux postes de déchargement adaptés aux gravats et autres matériaux inertes. Le déchargement se fera dans des bennes de 8 m³ situées en contre bas via des basculeurs manuels – voir photos et schéma de principe ci-dessous.

Il n'est pas prévu que ces basculeurs soient motorisés.

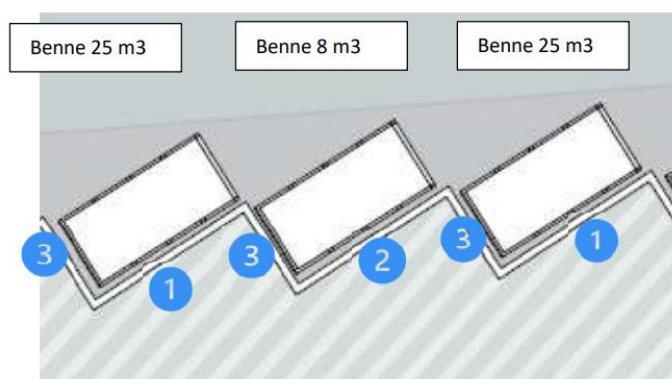


Figures 26 et 27 : Exemples de dispositifs de basculeurs à gravats prévus sur la déchèterie de Rosières en Santerre

37

■ Récapitulatif

1. Le haut de quai donnant sur des bennes de 25 m³ sera équipé d'un mur de 70 cm en béton et d'une bavette métallique de 60 cm. En position haute la sécurité est de 1,3 mètres. En partie ouverte, le mur passe à 70 cm de haut avec une bavette qui vient se poser sur la benne.
2. Le haut de quai donnant sur des bennes de 8 m³ (benne à gravats – nombre : 2) sera équipé d'un dispositif amovible permettant le dépôt des gravats à même le sol pour ensuite être poussée dans la benne.
3. Le haut de quai donnant sur la partie fixe des bennes sera en béton de 70 cm avec un main courante pour atteindre une hauteur de 1,1 mètres.



5. Zone de dépôt des bennes

E. Zone de dépôt des bennes

Deux dalles béton sont prévues au niveau de la zone de voirie lourde en partie basse de la déchèteries – voir extrait de plan ci-après :

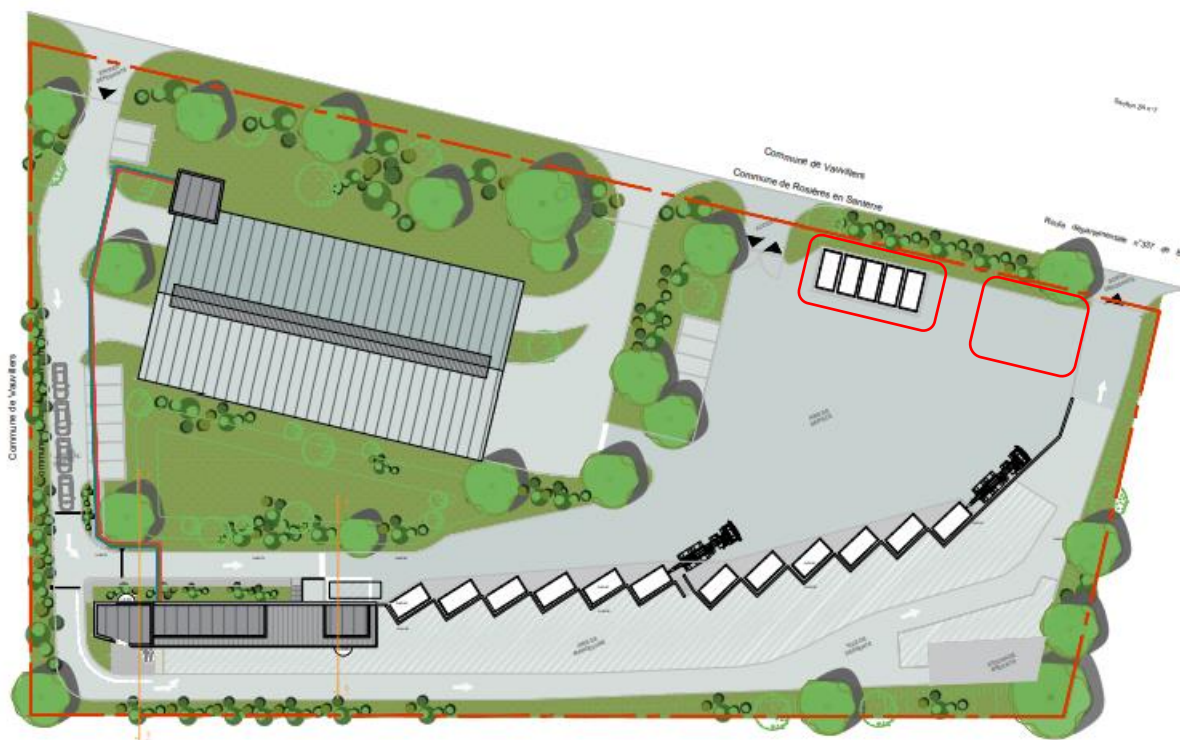


Figure 29 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – focus sur les dalles béton de dépose des bennes

Ces dalles servent de zone de dépôt lors de l'évacuation et le remplacement des bennes et comprend la place nécessaire pour la pose de 2 bennes.

Aucune benne ne sera être déposée à demeure sur ces zones.

F. Bornes d'apports volontaires (BAV)

En haut de quai de la déchèterie, au niveau de la façade de Sud du bâtiment DDS / D3E, une aire est aménagée pour permettre l'installation de bornes d'apports volontaires. Ces 3 bornes sont :

- 2 bornes à verre de 1 m sur 2 m
- 1 borne pour les Textiles, Linges et Chaussures (TLC) de 1 m sur 2 m

Le vidage sera effectué par soulèvement pour les bornes à verre et TLC par des véhicules ampliroll équipés de grue de levage. L'opération sera réalisée depuis le bas de quai de la déchèterie (zone d'évolution des PL – voirie lourde).

6. IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1 Environnement du site

6.1.1 Environnement immédiat



Figure 30 : Vue aérienne avec présentation de la zone d'extension

Le terrain retenu pour l'extension de la déchèterie est situé à proximité immédiate de l'actuelle déchèterie - parcelle 0083 extension vers l'Est. Au périmètre immédiat de la future déchèterie se trouve :

- au Nord, à l'Est et au Sud des terres agricoles cultivées,
- à l'Ouest, les locaux de la société RUCKEBUSCH (spécialisée dans les métiers de l'eau : forages, sondages, stations de pompage, arrosage goutte à goutte), puis un bâtiment à usage administratif.



Figure 31 : Photo du voisin immédiat de la déchèterie – société RUCKEBUSCH – site Google Earth



Figure 32 : Entrée technique de la société RUCKEBUSCH voisin immédiat de la déchèterie



Figure 33 : Entrée principale (partie administrative) de la société RUCKEBUSCH voisine immédiate de la déchèterie

La plus proche habitation se trouve à environ 790 mètres au Nord-Ouest de la future déchèterie. Cette habitation se trouve sur la commune de Vauvillers (80).



Figure 34 : Habitation la plus proche du site



Il n'y a pas de cours d'eau identifié proximité immédiate du site (cours d'eau BCAE 2021).

Les points d'eau les plus proches sont situés à plus d'un kilomètre de la zone d'extension de la déchèterie. La déchèterie et son extension n'auront donc pas d'impact sur ces points d'eaux.

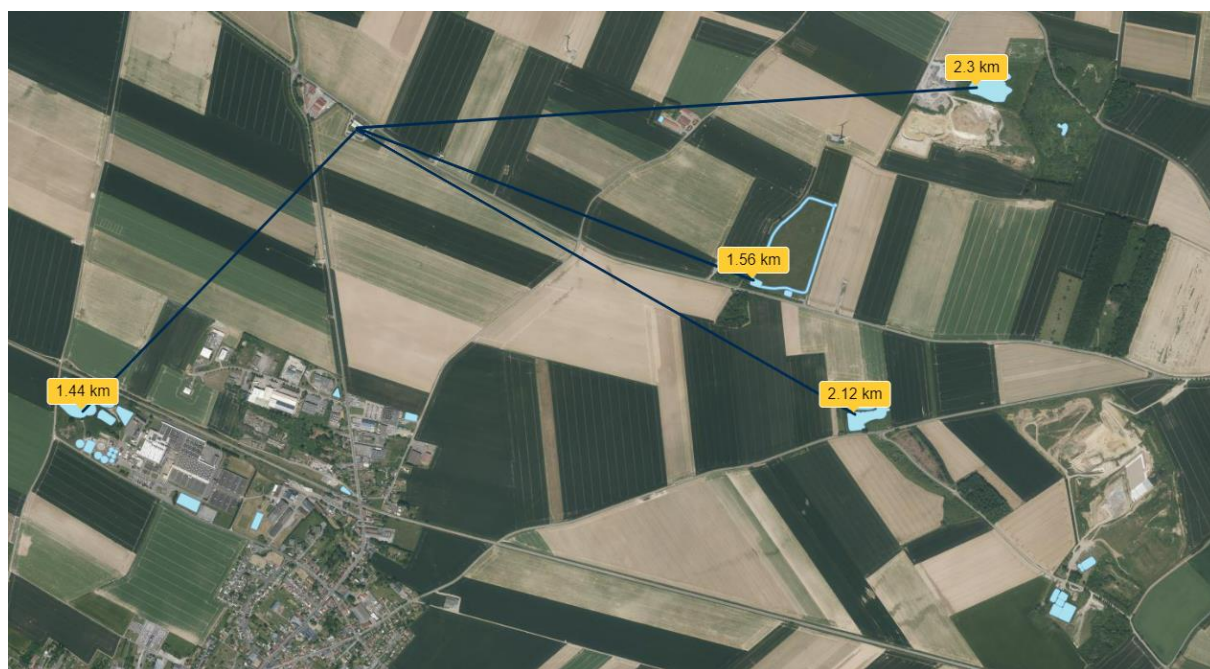


Figure 35 : Vue aérienne – Localisation du réseau hydrographique – eaux de surface les plus proches du site

6.1.2 Captage AEP

Les réseaux de distribution de SIEP appelés UDI (Unité de distribution) sont référencés par rapport aux stations de pompage et/ou réservoirs de tête qui les alimentent. Le réseau du SIEP s'étend sur 671km linéaire en 2018.

- UDI de Caix : La majorité de la production d'eau potable du SIEP du Santerre s'effectue sur l'UDI de Caix. En effet, 2 stations de captage permettent d'alimenter plus des trois quarts de la population : Station de Caix 1 : 4 captages et Station de Caix 3 : 2 captages.
- UDI de Guillaucourt : L'eau distribuée dans le réseau de cette UDI provient des captages de Caix.
- UDI de Le Quesnel : L'eau distribuée dans le réseau de cette UDI provient des captages de Caix. 550 m Extension de la déchèterie de Rosières en Santerre Dossier d'enregistrement au titre des ICPE 37
- UDI de Morchain : L'eau distribuée dans le réseau de cette UDI provient des captages de Morchain.
- UDI de Potte : L'eau distribuée dans le réseau de cette UDI provient des captages de Potte.

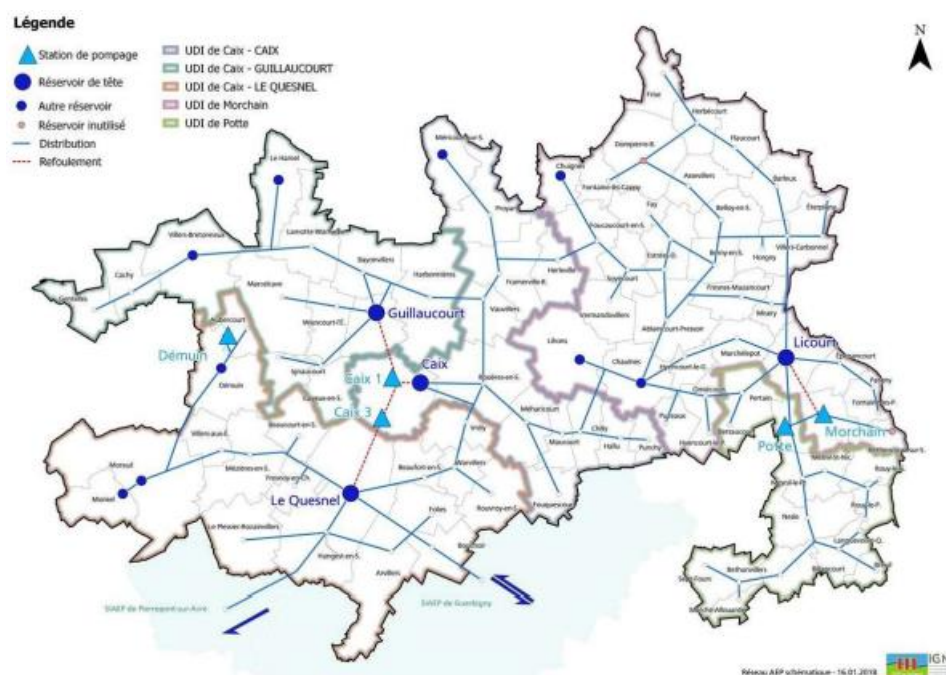


Figure 36 : Carte de localisation des captages d'eaux – Source Site internet SIEP du Santerre



Figure 37 : Vue aérienne – Localisation des points de captage d'eau potable les plus proches du site

Au regard de l'éloignement de la déchèterie de Rosières en Santerre par rapport aux points de captages d'eau potable de la commune de Caix, le projet d'extension de la déchèterie n'aura pas d'incidence sur ces derniers.

6.1.3 Protection environnementale

A. Sites NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver à long terme la biodiversité sur l'ensemble de l'Europe en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Il est composé des sites relevant des directives européennes :

- « habitats » : proposition de site d'Importance communautaire (pSIC), devenant un SIC après désignation par la commission européenne, puis une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) après arrêté du ministre chargé de l'Environnement
- « oiseaux » : Zones de Protection Spéciale (ZPS).

Il n'y a pas à proximité immédiate de la future déchèterie de zone protégée au titre de NATURA 2000.

Les sites Natura 2000 les plus proches sont situés à plus de 8 km :

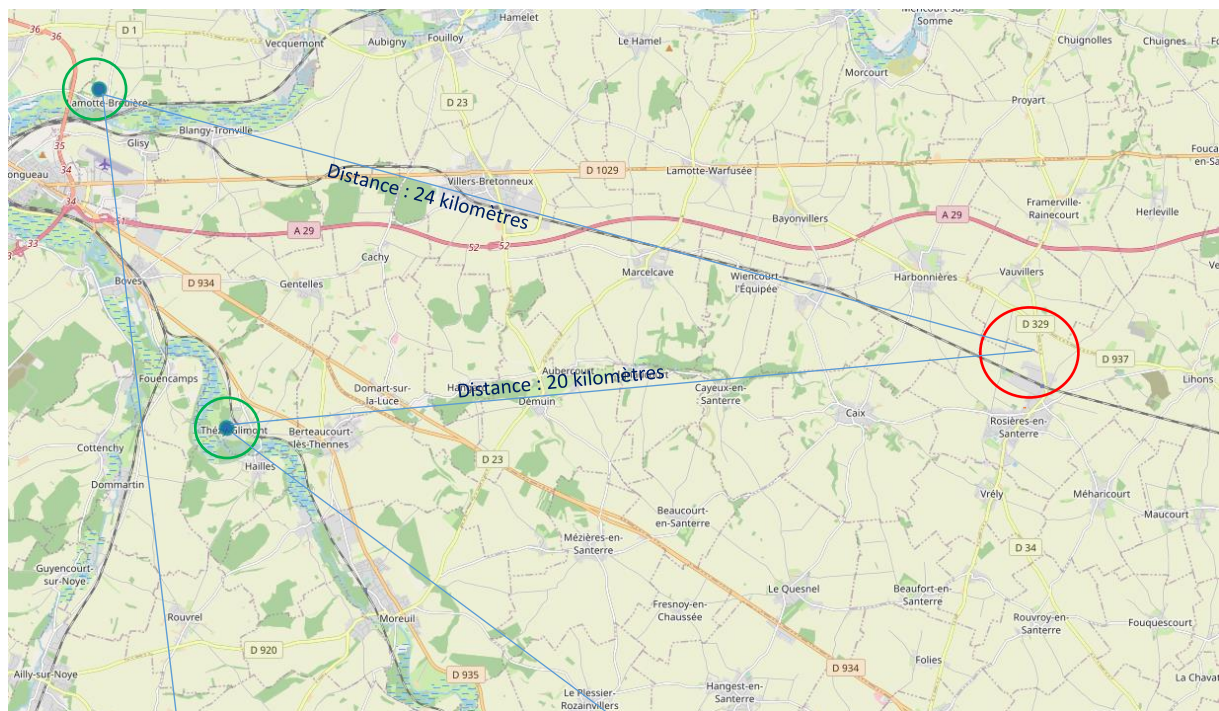


Figure 38 : Localisation des zones NATURA 2000 les plus proches du site



Figures 39 et 40 : Zoom sur les deux sites NATURA 2000 – voir tableau page suivante

Numéro	Intitulé	Type ²	Distance d'éloignement
FR 2200356	Tourbières et marais de l'Avre	pSIC/SIC/ ZSC	20 km
FR 2200356	Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie	pSIC/SIC/ ZSC	24 km

La déchèterie de Rosières en Santerre et son extension n'ont pas d'impact sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000 mentionnés ci-dessus.

B. ZNIEFF*

La consultation de la base de données « Carmen », gérée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, apporte les résultats suivants sur le secteur d'implantation de la déchetterie :

Il n'y a pas de Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) recensée sur la commune de Rosières en Santerre.

Il y a toutefois quelques ZNIEFF de type I et de II à proximité de la commune de Rosières en Santerre.

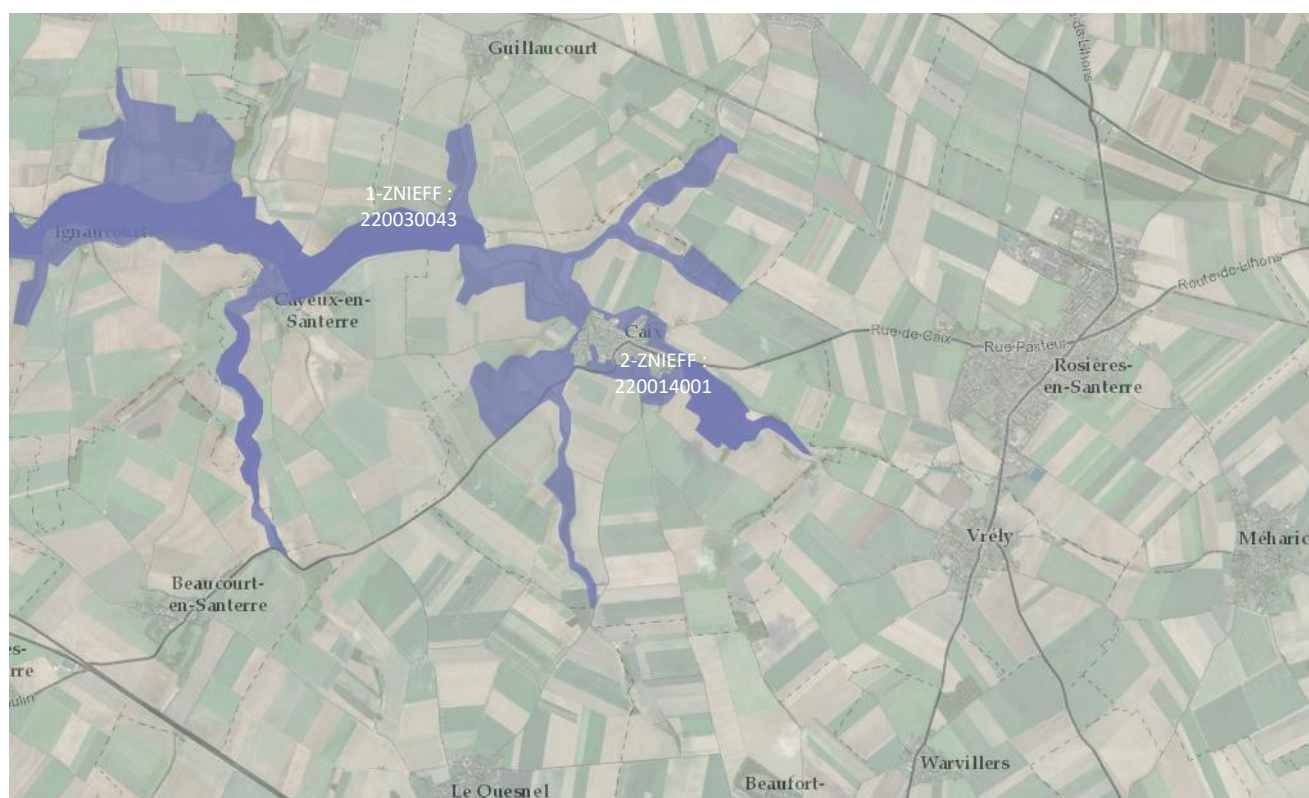


Figure 41 : Localisation des ZNIEFF de type I les plus proches du site

² pSIC : proposition de Site d'Intérêt Communautaire, SIC : Site d'Intérêt Communautaire, ZPS : Zone de Protection Spéciale, ZSC : Zone Spéciale de Conservation

Identifiant	Type de ZNIEFF	Nom	Localisation sur carte
220030043	Type II	Vallée de la Luce et coteaux du Santerre entre Caix et Berteaucourt-les-Thennes	1
220014001	Type I	Larris de la vallée du bois et de Vrély a Caix	2
220013900	Type I	Bois l'Abbé, bois d'Aquennes et bois de Blangy	-
220013997	Type I	Bois de Vaire-sous-Corbie	-
220320010	Type I	Vallée de l'Avre, des trois doms et confluence avec la Noye	-
220013990	Type I	Marais des vallées de l'Avre et des trois doms entre Gratibus et Moreuil, Larris de Genonville à Moreuil	-
220320014	Type I	Méandres et cours de la somme entre Bray-sur-Somme et Corbie	-
220320034	Type II	Haute et moyenne vallée de la Somme entre Croix-fonsommes et Abbeville	-

La déchèterie de Rosières en Santerre et son projet d'extension n'ont pas d'impact pas d'incidence au regard des objectifs de conservation des zones naturelles d'intérêts écologiques et faunistiques de type I e II concernées.

46

6.2 RISQUES NATURELS

6.2.1 Reconnaissance géologique du site d'implantation

Dans son ensemble, le secteur considéré est constitué par un sous-sol crayeux- couche C6a vert sur la carte ci-dessous - recouvert d'un manteau de limon (LP).

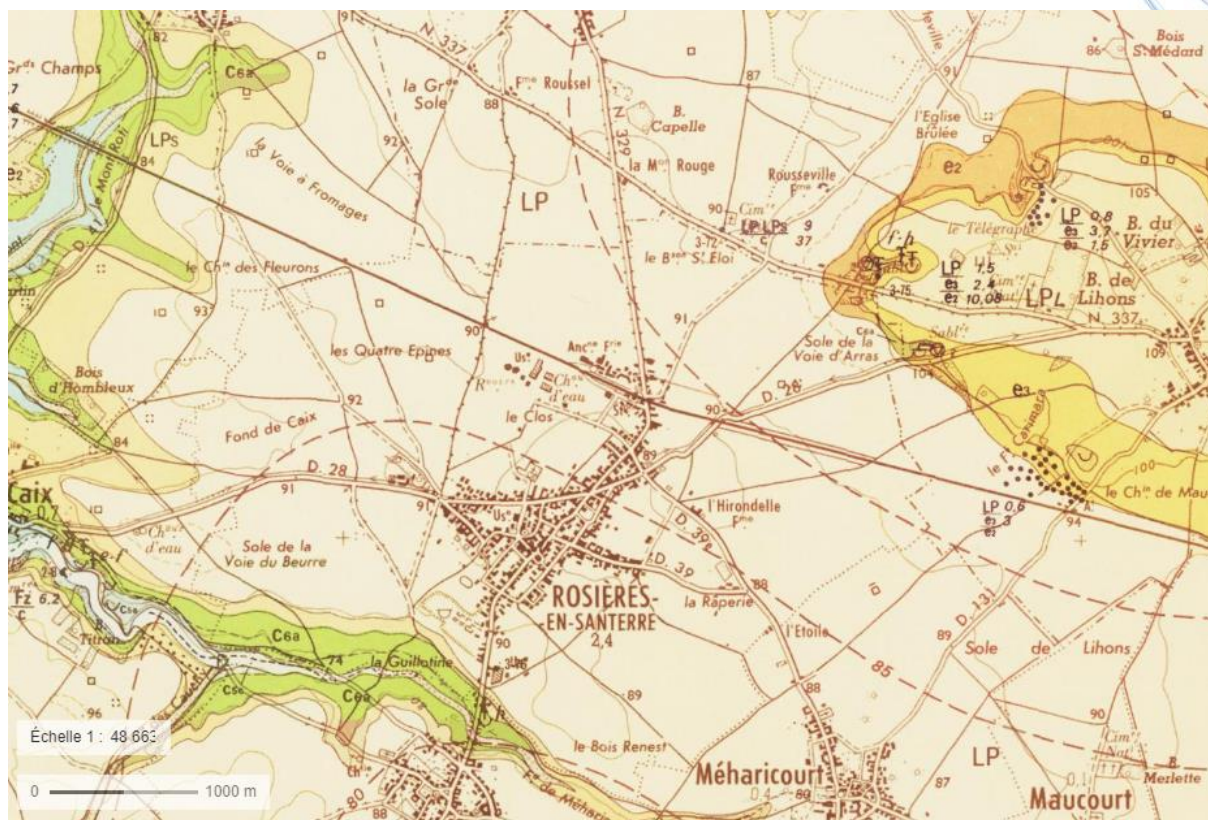


Figure 42 : Extrait de la carte géologique du secteur de Rosières en Santerre – Source site Internet BRGM

Couche Campanien inférieur (C6a) : Cette biozone est épaisse de 10 à 15 mètres. Elle est formée par une craie pauvre en macrofossiles : *Inoceramus sp. gr. muelleri* Petr., 1. *bueltenensis* Seitz, à Curchy, *Echinocorys ovatus* Leske. La disparition de *Reussella cushmani*, l'apparition et la présence de *Gavelinella cayeuxi*, *G. dainae* associées à *Gavelinopsis voltzianus denticulatus* et *Gavelinella stelligera*, caractérisent cette zone.

Limons des plateaux (Lp). Il s'agit d'une formation loessoïde beige épaisse de 5 à 10 m, qui couronne le sommet des plateaux. Il est probable qu'elle s'est répandue sur la surface du pédiplan couverte d'une pellicule de limons à silex. Les limons des plateaux ont pu subir de nombreux remaniements éoliens pendant les périodes sèches les plus récentes. Leur partie supérieure serait wurmienne et leur partie inférieure (la plus importante) relèverait d'un Quaternaire plus ancien.

6.2.2 Sismicité

Selon le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 de Rosières en Santerre est située en zone de **sismicité très faible** (zone 1). Selon l'arrêté du 22/10/10, article 5, en zone de sismicité très faible à faible, l'analyse de la liquéfaction des sols n'est pas requise.

La société FONDASOL conclue que la catégorie d'importance du projet, par hypothèse, de type I ou II selon l'Eurocode 8, **ce qui ne nécessite pas la prise en compte des règles parasismiques.**

6.2.3 Inondation

D'après les informations du site www.georisques.gouv.fr, la **zone d'étude n'est pas concernée par l'aléa montrée de nappe/inondation**.

6.2.4 Risques cavités

La commune de Rosières en Santerre est concernée par l'aléa « cavités souterraines ». Toutefois, selon la carte d'aléa, aucune cavité souterraine n'est référencée à moins de 500 m de la zone d'étude.

6.2.5 Risque retrait-gonflement des argiles

La zone d'étude est concernée par un **aléa faible** vis-à-vis du phénomène retrait-gonflement des argiles.

6.2.6 Synthèse des risques recensés

Risque	Aléa / sensibilité	Document réglementaire et date de prescription
Remontées de nappe	Terrain situé en zone potentiellement sujette aux inondations de caves	Non
Retrait-gonflement des sols argileux	Aléa faible selon arrêté du 22 juillet 2020	Non
Cavités	Pas de cavité recensée à moins de 500 m du projet	Non
Mouvement de terrain	Pas de mouvement de terrain recensé à moins de 500 m du projet	Non
Risque sismique	Zone de sismicité I – Très faible	Arrêté 22 octobre 2010
Rayonnements ionisants (décret n° 2002-460 du 4 avril 2002) – Radon	Non situé dans un département prioritaire - potentiel faible (catégorie I)	Non
Pollution	Pas d'odeur particulière détectée. <i>Nota : L'étude géotechnique ne constitue pas une étude environnementale.</i>	Non

6.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Les bâtiments liés à l'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre sont positionnés sur la partie Sud de la parcelle et sont de ce fait majoritairement masquée par le bâtiment principal situé dans la partie Nord de la parcelle.

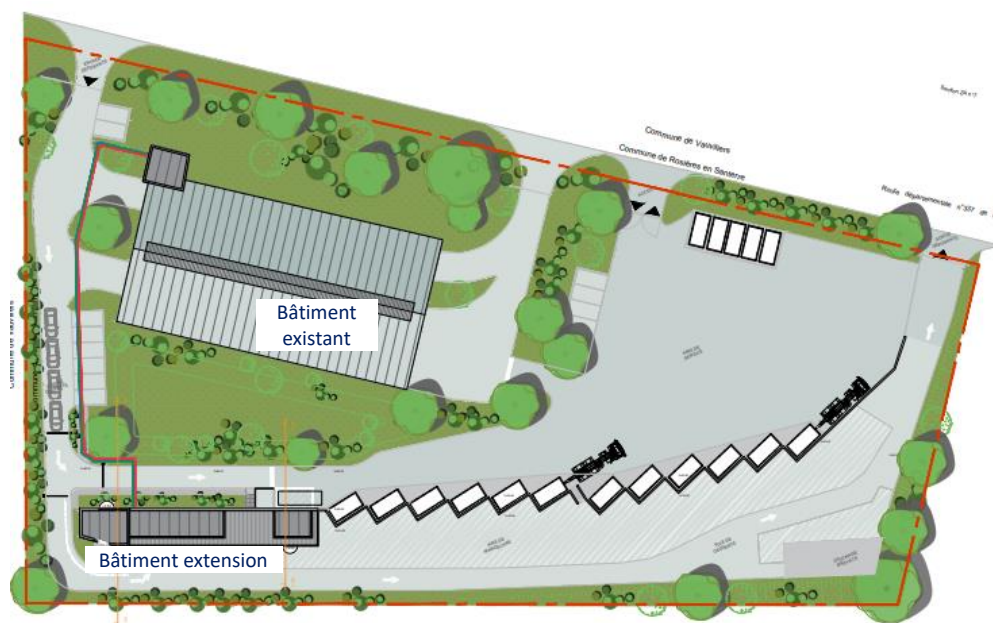


Figure 43 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – focus sur les dalles béton de dépose des bennes

En façade Sud un écran végétatif sera constitué par les arbres à haute tige. Façade Ouest, la haie arbustive sera maintenue. A l'intérieur du site.

6.4 EAU

6.4.1 Usages de l'eau

L'activité exercée sur le site, à savoir la collecte de déchets apportés par les usagers, ne nécessite pas l'usage de l'eau hormis pour les besoins sanitaires + nettoyage du site.

Pour les sanitaires, le site de la déchèterie dispose d'une alimentation en eau potable provenant du réseau AEP communal (géré par le syndicat des eaux).

Le réseau d'eau potable sera prolongé dans le cadre du projet d'aménagement du chemin d'accès à la charge. Un branchement de type particulier sera placé en entrée de site pour la fourniture d'eau

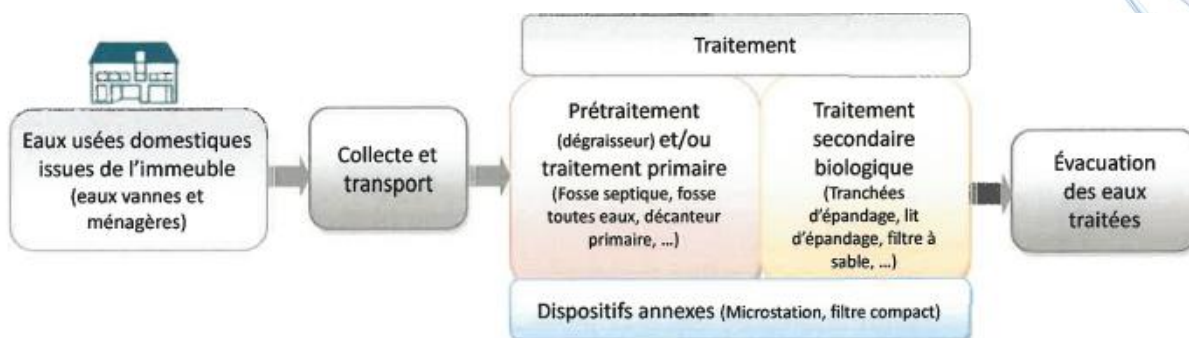
6.4.2 Nature des rejets

Trois types de rejets sont identifiés :

- les eaux usées,
- les eaux pluviales ruisselant sur les voiries
- Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures.

A. Eaux usées

Le local gardien étant équipé de douches et de toilettes, un dispositif de collecte des eaux usées (eaux vannes) sera mis en œuvre (dispositif d'assainissement autonome).



Un contrôle portant sur la vérification de fonctionnement et sur l'entretien du dispositif d'assainissement non collectif a été réalisé par le SPANC (service public d'assainissement non collectif) en juin 2021. Ce contrôle a mis en évidence le fait que le dispositif était non conforme et qu'une installation complète devrait être réalisée.

Une nouvelle installation d'assainissement non collectif sera être réalisée sur site.

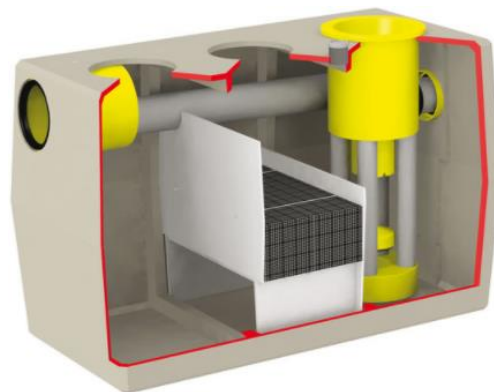
B. Eaux pluviales ruisselant sur les voiries

Toutes les surfaces imperméabilisées **de type voirie** seront raccordés au réseau pluvial du site permettant l'évacuation des eaux pluviales par l'intermédiaire de regards, bouches et canalisations, vers la zone de rétention.

Les eaux pluviales de la partie « haut de quai » déchèterie seront collectées par l'intermédiaire d'un caniveau de type CC1 positionné en partie centrale du quai, puis canalisé via des grilles avaloirs conduisant les eaux vers le bas de quai de la déchèterie. Un premier bassin de tamponnement étanche reçoit les eaux pluviales avant qu'elles ne soient pré-traitées par un débourbeur / déshuileur avant rejet dans la zone d'infiltration positionnée au centre du bassin de tamponnement/infiltration.

Les eaux pluviales de ruissellement du « bas de quai » seront également collectées par des bordures T1 et des caniveaux CS1 pour être dirigées gravitairement vers les avaloirs. Ces eaux seront ensuite canalisées et dirigées de la même manière vers le bassin de tamponnement avant de transiter vers le débourbeur / déshuileur et rejet vers la zone d'infiltration.

Il est à noter qu'un regard de diamètre 1000 équipé d'une vanne de sectionnement sera installé en amont du débourbeur / déshuileur. Ainsi en cas de pollution accidentelle sur la déchèterie ou en cas d'incendie, cette vanne pourra être fermée afin d'éviter que les substances polluantes accidentellement déversées ou les eaux d'extinction de l'incendie ne puissent se déverser dans le bassin d'infiltration et ne viennent polluer le milieu naturel.



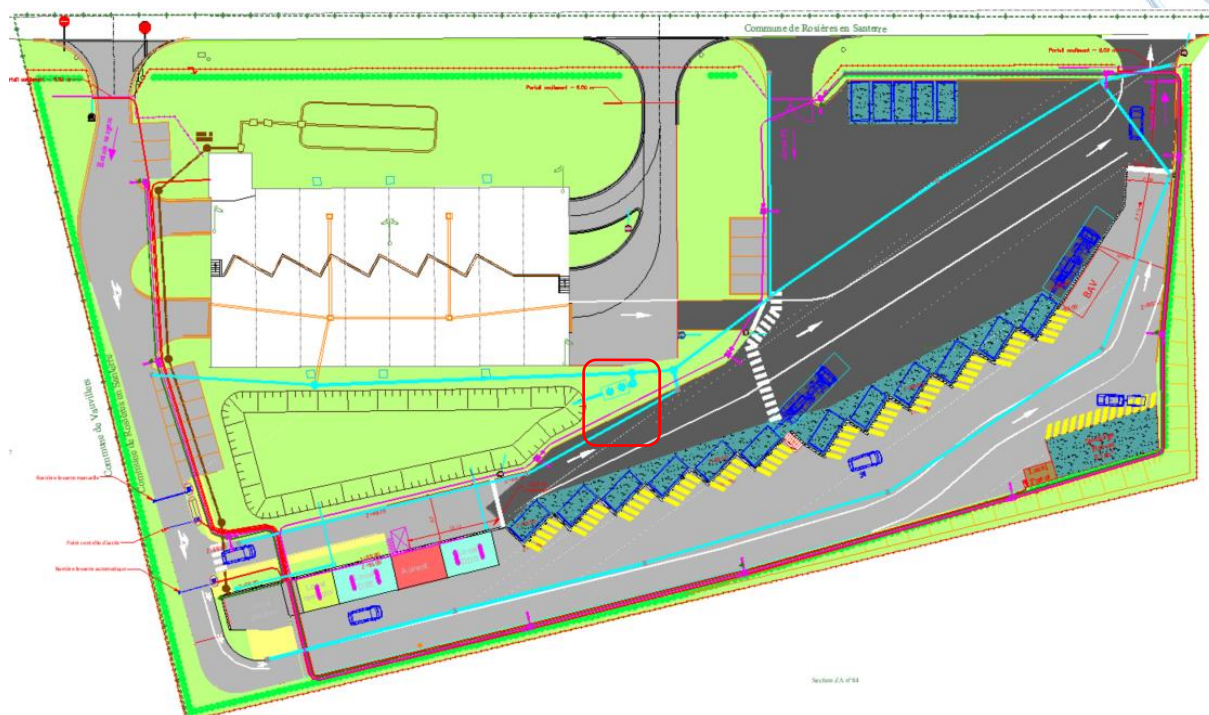


Figure 44 : Extrait du plan de la déchèterie de Rosières en Santerre – Focus sur les bassins de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction

☐ Dimensionnement des ouvrages d'infiltration

Dans le cadre du calcul des surfaces actives, les coefficients de ruissellement utilisés sont égaux à :

- 0,9 pour les surfaces de voirie,
- 0,95 pour les surfaces de toiture (du local).

51

Type de surface	Surface (m ²)	Coefficient de ruissellement	Surface active (m ²)
Voiries PL	1 945	0,90	1 751
Voiries VL	3 150	0,90	2 835
Parking	195	0,90	176
Dalles sous bennes	357	0,90	321
Toitures locaux	419	0,95	398
TOTAL	6 066	0,91	5 480

La surface totale du bassin versant de la déchèterie est estimée à 6 066 m², soit une surface active de 5 480 m².

Dans le cadre des simulations, il a été considéré l'hypothèse d'un débit de fuite global de 2 l/s/ha.

⇒ **Hypothèse de simulation : pluie de temps de retour 10 ans sur une durée de 6 heures :**

Surface en ha	Coeff apport	Surface active en ha	Débit de fuite en l/s	Hauteur eau en mm	Volume stocké en m3
0,6	0,91	0,55	1,21	37,76	208

⇒ **Hypothèse de simulation : pluie de temps de retour 20 ans sur une durée de 6 heures :**

Surface en ha	Coeff apport	Surface active en ha	Débit de fuite en l/s	Hauteur eau en mm	Volume stocké en m3
0,6	0,91	0,55	1,21	43,24	239

52

Dans le cadre des études géotechniques réalisées en avant-projet sommaire, deux essais en forage de type NASBERG (hors nappe), conformes à la norme NF EN ISO 22282-2 afin d'évaluer la perméabilité locale du sol.

Sondage	R6	R6
Profondeur de l'essai (m)	4,00m à 5,00m	10,20m à 11,30
Valeur en descente K (m/s)	$1,8 \times 10^{-5}$	$4,6 \times 10^{-7}$
Valeur en montée K (m/s)	$1,3 \times 10^{-6}$	$5,2 \times 10^{-7}$
Nature du sol testé	Limons	Craie

Selon les données météorologiques de la station de Lille-Lesquin (coefficient de Montana et un coefficient de perméabilité de $7,7 \times 10^{-6}$ m/s, l'infiltration des eaux pluviales est possible selon les calculs détaillés ci-après.

Pour infiltrer les 239 m³ d'eaux pluviales potentiellement stockées dans un bassin (dont les dimensions utiles seraient 25 x 12 x 0,8 m) et pour un temps de vidange de l'ouvrage inférieur à 48 heures, une surface d'infiltration de 300 m² est nécessaire.

C. Eaux pluviales ruisselant sur les toitures

Les eaux pluviales de toitures supposées non polluées seront collectées par des descente d'eaux pluviales et dirigées vers une cuve de 5 à 10 m³ afin d'être utilisées dans le cadre de l'alimentation en eau des sanitaires. Le trop plein de cette cuve sera raccordé au réseau pluvial du site dirigé vers la zone de tamponnement / infiltration.

6.4.3 Gestion des risques

A. Défense incendie du site

Un poteau incendie sera implantée à l'entrée du site de la déchèterie afin de respecter les prescriptions reprise ci-dessous :

- Volume disponible 120 m³ (60 m³/h durant 2 heures),
- Distance réglementaire de moins de 100 m en tout point de la déchèterie faisant l'objet d'un risque.

Le dimensionnement des besoins en eau a été réalisé sur la base du document technique D9 – calcul joint [en annexe 3](#) du présent rapport et sur le guide d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été édité par le CNPP, la Fédération française de l'assurance le ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Transition écologique en juin 2020. Cette édition remplace celle de septembre 2001.

B. Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

Dans le cadre du confinement des eaux d'extinction liés à un incendie, une cuve enterrée d'une capacité minimale de 120 m³ sera installée sur le site.

Comme indiqué précédemment, les eaux pluviales de ruissellement seront collectées par des avaloirs et canalisées pour être dirigées vers un regard béton en amont du séparateur séparateur hydrocarbures (déboureur / déshuileur). Ce regard sera équipé d'une vanne de sectionnement. En fonctionnement normal de la déchèteie les eaux pluviales transiteron par le sépecrateur hydrocarbures puis après prétraitement seront digigées vers le bassin de tamponnement / infiltration.



En cas de fonctionnement dégradé (cas d'un incendie sur site) la vanne de sectionnement située en amont d séparateur hydrocarbure sera fermée et les eaux de ruissellement potentiellement polluées seront dirigées vers la cuve enterrée de 120 m³ confinant ainsi l'intégralité des eaux d'extinction.

A l'issue du sinistre, ces eaux confinées feront l'objet d'une analyse par par un laboratoire agréé.

1. En cas de pollution avérée, la cuve de 120 m³ sera alors pompée et les eaux polluées seront dirigées vers une installation de traitement autorisée.
2. En cas d'absence de pollution, ces eaux seront pompées et dirigées vers le bassin de tamponnement / infiltrations

C. Gestion des risques de déversement accidentel

Certains produits collectés sur la déchèterie pourraient être à l'origine d'une pollution des eaux lors d'un déversement accidentel.

Néanmoins tous les déchets dits dangereux (DDS, batteries, huiles...) sont stockés à couvert et sur ou avec une rétention de capacité suffisante et conforme à la réglementation, voire plus stricte. De plus, le gardien dispose de consignes lui indiquant la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

L'auvent situé entre le local D3E et le local DDS est équipé d'une rétention aménagée avec une vanne d'isolement permettant de confiner en cas de rupture accidentelle les eaux.

6.4.4 Contrôle des rejets

Les eaux de ruissellement du site feront l'objet d'un contrôle annuel de qualité des rejets. Un point de prélèvement sera aménagé en aval du séparateur à hydrocarbures à proximité du poste de relevage.

Les analyses annuelles réalisées devront porter sur les éléments présentés dans le tableau suivant et contrôler le respect des valeurs limites d'émissions prescrites.

PARAMETRES	VALEURS LIMITES DE REJET
pH	5,5 < < 8,5
T°	< 30°C
MES	100 mg/l
DCO	300 mg/l
DBO5	100 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l ;
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l ;
AOX	5 mg/l ;
Arsenic	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l ;
Métaux totaux	15 mg/l.

6.4.5 Effets bruts sur l'environnement

En l'absence de rejets d'eaux de process et du fait des mesures préventives (rétention, sols étanches...), l'impact de la déchèterie en matière de pollution aqueuse est très limité.

6.5 AIR

A. Nature des rejets

La pollution de l'air peut prendre les formes suivantes sur une déchèterie :

✓ Dissémination de poussières

Les envols de poussières pourraient avoir lieu lors de la circulation des véhicules sur les voiries du site. Cependant, le site est entièrement goudronné il n'y a donc pas de risque de formation et de dissémination de poussières. De même, les camions de transport des bennes sortant du site n'entraînent pas de dépôt de boues, car ils n'ont circulé que sur des voiries goudronnées.

✓ Envol d'éléments légers

Les envols d'éléments légers pourraient se produire :

- lors de la circulation de véhicules sur les voiries du site,
- lors du dépôt des déchets,
- lors du stockage des déchets en attente de reprise, en périodes venteuses.

Les déchets reçus en déchèterie présentent peu de risque d'envols hormis pour les cartons. Seuls les gros cartons sont collectés en déchèterie. Ils sont pliés et ne présentent que très peu de risque d'envols de par leur poids et leur faible prise au vent.

Les envols de déchets ne peuvent donc se produire que lors des apports des déchets par les usagers et lors de leur dépôt. Si des envols de déchets légers se produisent, ils restent sur le site, piégés par la clôture périphérique et l'agent de la déchèterie est chargé d'assurer le ramassage des envols et le nettoyage du site.

✓ Nuisances olfactives

Concernant les nuisances olfactives, seuls les déchets verts peuvent engendrer des émanations d'odeurs, et éventuellement les DDS (type solvants, peinture...).

Cependant, les déchets verts sont évacués régulièrement, une fois par semaine minimum, afin d'éviter la formation d'odeurs issues de la fermentation de la matière organique.

Pour les DDS, le stockage est effectué dans une armoire équipée de grilles de ventilation naturelle permanente et empêchant la concentration d'odeurs susceptible de provoquer une gêne pour le voisinage.

B. Effets sur l'environnement

Compte tenu des dispositions prises, les impacts sur l'air de l'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre ne seront pas significatifs.

6.6 NUISANCES SONORES

A. Sources de bruit et de vibration et mesures prises

L'activité de la déchèterie peut être à l'origine de bruits ou de vibrations liés aux dépôts des déchets dans les bennes, à la reprise des bennes par les camions d'évacuation ou à la circulation des véhicules sur le site (poids lourds, véhicules légers et remorques, ...).

Afin de réduire ces nuisances liées au fonctionnement de la déchèterie, elle a été positionnée à l'écart des habitations et ses horaires de fonctionnement sont adaptés pour éviter des bruits ou vibrations tôt le matin ou tard le soir.

En outre, l'ensemble des véhicules de transport est soumis à l'arrêté ministériel du 13 avril 1972 modifié qui limite leur niveau sonore entre 78 et 80 dBA selon leur puissance. En tout état de cause, les niveaux d'émissions sonores des véhicules transportant les déchets ne dépasseront pas ces valeurs.

D'autre part, aucun équipement mis en place sur la déchèterie ne sera générateur de vibrations.

B. Surveillance des niveaux sonores

Pour vérifier l'impact sonore de l'exploitation de la déchèterie, des contrôles seront effectués au moins tous les 3 ans, en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches.

Les mesures de contrôle des niveaux sonores seront réalisées selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées. Le premier contrôle aura lieu au cours de la première année qui suit l'ouverture de la déchetterie.

Les niveaux sonores à respecter sont les suivants :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Pour les niveaux sonores en limite de propriété, ils ne devront pas excéder 70 dBA en période diurne et 60 dBA en période nocturne.

Par ailleurs, dans le cas où le bruit particulier de la déchèterie serait à tonalité marquée, des mesures seront effectuées pour vérifier que sa durée d'apparition n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement, dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.

Les nuisances sonores liées à l'extension de la déchèterie ne seront pas significatives.

6.7 DECHETS

Les déchets de bureaux et de repas des agents de la déchèterie sont évacués hebdomadairement dans le cadre de la collecte des ordures ménagères résiduelles sur la commune de Rosières en Santerre.

6.8 IDENTIFICATION DES RISQUES

6.8.1 Risque de chute et de collision

Plusieurs mesures ont été prises pour éviter les risques de chutes et de collisions sur la déchèterie, à savoir :

✓ **Pour les risques de chutes :**

- Mise en place de garde-corps au niveau des zones de vidage en haut de quai,
- Évacuation régulière des déchets afin d'éviter l'encombrement des aires de déchargement,
- Mise en place de butées de recul pour empêcher les véhicules de tomber du haut de quai,
- Indication du risque de chute par des panneaux,

✓ **Pour les risques de collision :**

- Limitation de la vitesse pour les véhicules,
- Sens unique de circulation pour les usagers,
- Aires de déchargement afin de disposer de plus de place pour manœuvrer,
- Borne d'apport volontaire avec zone de dépôts pour les véhicules légers.

6.8.2 Consignes de sécurité

L'exploitation s'effectue sous la surveillance des agents de la déchèterie qui maintient le site propre. L'activité, le rôle et la durée d'intervention de toute entreprise pénétrant sur le site pour intervention seront renseignés et connus du gardien.

Les entreprises sont informées des consignes de sécurité à respecter sur le site de la déchèterie avant toute intervention en son sein par la mise en place de protocoles de chargement déchargement et plan de préventions.

Toute intervention nécessitant l'utilisation de flamme (chalumeau, soudure à l'arc, etc.) ne peut être effectuée qu'en possession préalable d'un permis de feu.

Les consignes d'incendie, d'intervention et d'évacuation sont clairement affichées à plusieurs endroits dans le bâtiment. En cas d'incident ou d'accident, il est impératif :

- d'arrêter toutes les alimentations (électricité, eau potable...).
- que des consignes de sécurité et d'intervention aient été définies et formalisées :
- des interdictions de fumer,
- des consignes générales d'incendie (plan d'évacuation),
- des dispositions à prendre en cas d'incidents ou d'accidents,
- des numéros de téléphone de secours,
- des consignes de secours aux blessés.

6.8.3 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

A. Moyens internes

La déchèterie de Rosières en Santerre sera équipée des moyens de secours appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur :

- Un poteau incendie sera implantée à moins de 100 m de la déchèterie,
- Le local gardien sera muni d'un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- Le plan de la déchèterie sera affiché, en évidence, sur le mur du local accueil, afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- Des extincteurs sont prévus sur le site :
 - 2 extincteurs à eau dans le local accueil,
 - 1 extincteur CO₂ dans le local technique près de l'armoire électrique,
 - 1 extincteur poudre dans le local D3E,
 - 1 extincteur poudre dans le local des déchets dangereux (DDS) – déchets à risque chimique.,
 - 1 extincteur poudre sous l'auvent de dépôt situé entre le local D3E et le local DDS.

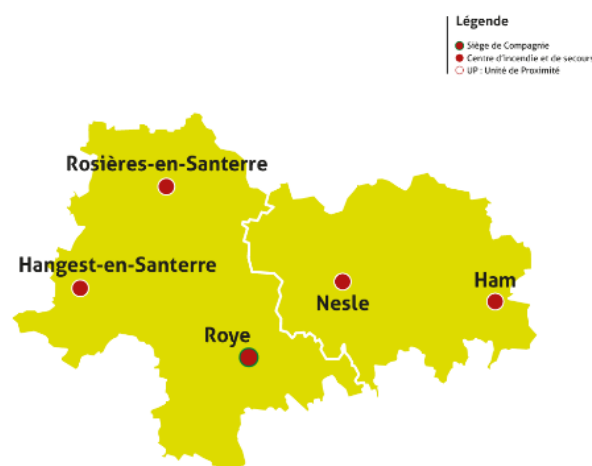
Les locaux de stockage des DEEE et des DDS seront équipés d'une détection incendie.

B. Moyens externes

Lors d'un accident grave, les services de secours et d'incendie seront prévenus immédiatement, par appel téléphonique au Centre de Traitement des Appels (CTA) par le 18, qui gère et déclenche les moyens appropriés. Le centre incendie de secours le plus proche est celui de Rosières en Santerre.

L'extension de la déchèterie est conçue de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention aisée des engins de secours. Les voies de circulation et aires de déchargement permettent un accès facile des engins des services d'incendie.

Des documents sur la localisation des risques (registre et plan des stocks) sont tenus à leur disposition.



6.8.4 Entretien et maintenance

Certains équipements du site feront l'objet d'un entretien régulier, d'une maintenance et de vérifications périodiques. Il s'agit :

- des installations et équipements électriques,
- des dispositifs de détections des fumées,
- des dispositifs de lutte contre les incendies.
- De l'entretien de la zone de rétention
- Du fonctionnement des vannes d'isolement des réseaux d'eau pluviales.

6.8.5 Registre des accidents et incidents

Tout accident, même bénin, pouvant porter atteinte à l'environnement du site sera noté sur le registre de déclaration des accidents ou incidents. Il sera noté la date et l'heure de l'accident, les circonstances, les conséquences visibles, les mesures prises ainsi que le nom de la personne ayant établi le rapport.

7. PROPOSITION SUR LE TYPE D'USAGE FUTUR DU SITE

La Communauté de Communes Terre de Picardie (CCTP) est propriétaire du terrain sur lequel sera réalisée l'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre.

Dans l'hypothèse d'une cessation d'exploitation du site, la CC Terre de Picardie prendra l'ensemble des dispositions nécessaires à la remise en état du site soit :

- L'évacuation du matériel et des produits dangereux et des déchets,
- L'interdiction et la limitation des accès au site,
- La suppression des risques d'incendie ou d'explosion
- La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement
- La remise en état des sols.

La déchèterie de Rosières en Santerre étant située en bordure de la route départementale RD337. Cette zone étant actuellement majoritairement occupée par des espaces agricoles. En cas d'arrêt définitif de l'exploitation de la déchèterie le site pourrait être reconverti en terre agricole (après étude de sol, recherche de pollution éventuelle et le cas échéant dépollution du site) ou demeurer à un usage industriel ou de service public.

Un courrier de Monsieur le Président de la CC Terre de Picardie est joint en ce sens au présent dossier.

Ce document est présenté en [annexe 4](#) du présent dossier.

8. PLANS ET SCHEMAS DE PLANIFICATION (Compatibilité du projet avec les plans départementaux)

8.1 Le SDAGE

La Communauté de Communes Terre de Picardie est couverte par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie, qui est entré en vigueur le 16 octobre 2009 avec la publication au Journal officiel de l'arrêté préfectoral qui l'approuve. Il regroupe les districts : Escaut, Somme et côtiers Manche Mer du Nord ainsi que Meuse (partie Sambre).

Le SDAGE Artois Picardie est un document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. A ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont

un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Il fixe les objectifs à atteindre sur la période considérée (porte sur les années 2010 à 2015 incluses). Ce document remplace le SDAGE datant de 1996. Pour être conforme aux prescriptions de la Directive Cadre sur l'Eau, il est complété par les thèmes suivants : surveillance des milieux, analyse économique, consultation du public, coopération et coordinations transfrontalières, etc.

Les orientations fondamentales du SDAGE Artois Picardie pour une gestion équilibrée de la ressource en eau sont classées selon les principaux enjeux identifiés à l'issue de l'état des lieux sur le bassin et auxquelles elles répondent.

Les cinq enjeux à relever

- **Enjeu 1 : La gestion qualitative des milieux aquatiques**
 - Orientation 1 – continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux,
 - Orientation 2 – maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles),
 - Orientation 3 – Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire,
 - Orientation 4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants,
 - Orientation 5 – Améliorer la connaissance des substances dangereuses,
 - Orientation 6 – Conduire les actions de réduction à la source et de suppression des rejets de substances toxiques,
 - Orientation 7 – Assurer la protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable en priorité.
- **Enjeu 2 : La gestion quantitative des milieux aquatiques**
 - Orientation 8 – Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau,
 - Orientation 9 – Inciter aux économies d'eau,
 - Orientation 10 – Assurer une gestion de crise efficace lors des étiages sévères,
 - Orientation 11 – Limiter les dommages liés aux inondations,
 - Orientation 12 – Se protéger contre les crues,
 - Orientation 13 – Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation,
 - Orientation 14 – Se préparer aux risques de submersion marine,
 - Orientation 15 – Maîtriser le risque d'inondation dans les cuvettes d'affaissement minier et dans le polder des waterings.
- **Enjeu 3 : La gestion et la protection des milieux aquatiques**

- Orientation 16 – Réaliser systématiquement des profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées,
- Orientation 17 – Limiter les risques microbiologiques en zone littorale,
- Orientation 18 – Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte,
- Orientation 19 – Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux,
- Orientation 20 – Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin,
- Orientation 21 – Préserver les milieux littoraux et marins particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement,
- Orientation 22 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée,
- Orientation 23 – Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau
- Orientation 24 – Assurer la continuité écologique et une bonne gestion piscicole
- Orientation 25 – Stopper la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité,
- Orientation 26 – Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité,
- Orientation 27 – Préserver les milieux naturels aquatiques et les zones humides à haut potentiel écologique.

61

- **Enjeu 4 : Le traitement des pollutions historiques**

- Orientation 28 – Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage,
- Orientation 29 – Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués.

- **Enjeu 5 : Des politiques publiques plus innovantes pour gérer collectivement un bien commun**

- Orientation 30 – Renforcer le rôle des SAGE,
- Orientation 31 – Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE,
- Orientation 32 – Développer l'approche économique et améliorer les systèmes d'évaluation des actions,
- Orientation 33 – Former, informer et sensibiliser,
- Orientation 34 – Adapter, développer et rationaliser la connaissance.

La déchèterie de Rosières en Santerre s'intègre parfaitement et est en total cohérence avec les orientations du SDAGE puisque par son action de centralisation d'apport et de stockage provisoire de déchets sur un site dédié et adapté. Cette déchèterie permet donc notamment de réduire les dépôts sauvages. Elle permet ainsi la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides. Elle s'insère dans le cadre de la protection contre toute pollution.

8.2 LE SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau, et il doit être compatible avec le SDAGE.

Le SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers couvre 569 communes sur 3 départements (485 dans la Somme, 76 dans l'Oise, 8 dans le Pas-de-Calais) et 2 régions (Picardie et Nord-Pas-de-Calais).

Le bassin versant a pour colonne vertébrale la Somme canalisée et intègre également les principaux affluents, l'Ancre dont la tête de bassin se situe dans le Pas-de-Calais, l'Avre et la Selle qui prennent leur source dans l'Oise, au sud du territoire.

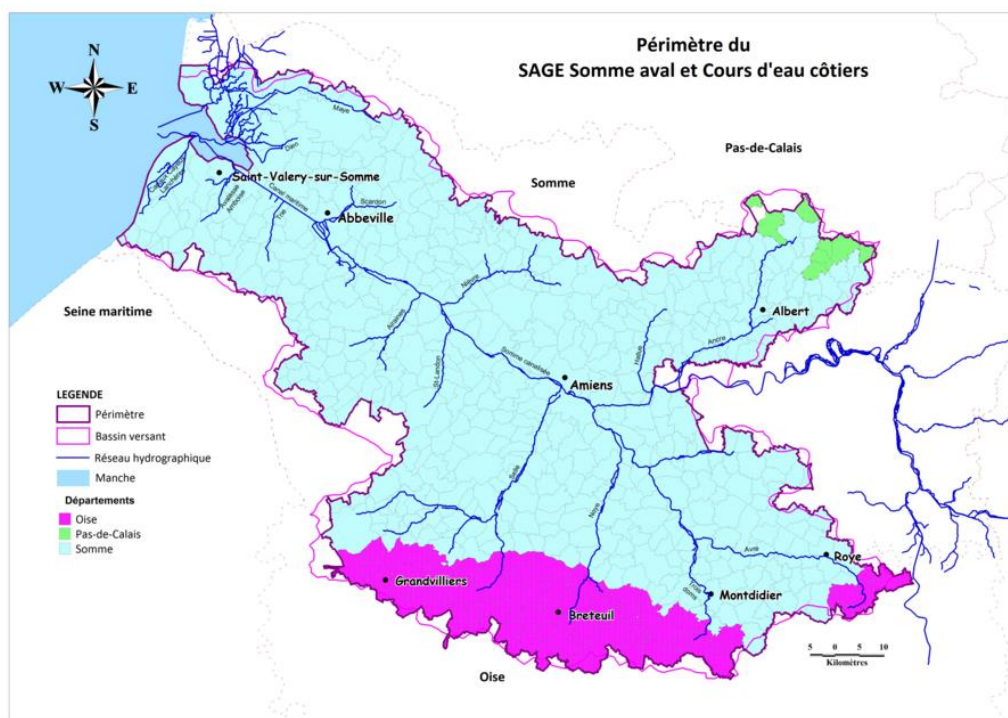


Figure 45 : Périmètre du SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers

8.2.1 Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion qualitative de la ressource en eau

L'amélioration de la qualité de l'eau est une mission importante. En effet, la majorité des masses d'eau superficielles présentes sur le territoire du SAGE ont été classées en objectif d'atteinte du bon état pour 2015.



Figure 46 : Etat écologique des masses d'eau sur le territoire du SAGE "Somme aval et Cours d'eau côtiers" (années 2006-2007)

Ainsi, pour 2015, il faudra répondre aux exigences communautaires : atteindre le bon état pour les masses d'eau, veiller à leur non-dégradation et réduire la concentration des substances dangereuses. Pour des raisons économiques et techniques, il a été décidé de reporter cet objectif d'atteinte du bon état au-delà de 2015 pour la masse d'eau superficielle du canal de Cayeux et les masses d'eau transition de la Warrenne-Ault et de la Baie de Somme ainsi que pour les masses d'eau souterraines.

Le SAGE est un des outils pour y parvenir. Les pistes envisageables pourraient donc être : - d'améliorer de la connaissance des sources de pollution, - d'améliorer de la dépollution domestique (efficacité des stations d'épuration et de l'assainissement non collectif), - d'améliorer la gestion des eaux pluviales, - d'améliorer les systèmes de dépollution mis en place par les industriels, - d'améliorer les dispositifs mis en place par la profession agricole, - de sensibiliser des riverains et des agriculteurs pour le respect de certaines pratiques.

8.2.2 Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau

Le SAGE va permettre de travailler sur la gestion quantitative de la ressource en :

- enrichissant et diffusant la connaissance disponible,
- réunissant l'ensemble des acteurs concernés par les problèmes de sécheresse,
- coordonnant et complétant les actions déjà entreprises dans ce domaine.

8.2.3 Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion des risques naturels et industriels

Les risques majeurs sont avant tout d'origine naturelle sur le territoire du SAGE. Les actions du SAGE pourraient être :

- d'améliorer et de diffuser la connaissance du risque inondation sur le territoire du SAGE,

- d'accompagner les communes dans l'information des riverains sur les zones à risques notamment à travers l'élaboration du Document d'Informations Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et des Plans Communaux de Secours (PCS),
- de promouvoir les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales,
- de favoriser l'aménagement des bassins versants pour limiter les phénomènes de ruissellement.

8.2.4 Enjeux pour le SAGE dans le domaine de la gestion et de la protection des milieux naturels

Sur le SAGE « Somme aval et Cours d'eau côtiers », de nombreuses mesures de connaissances et protection du milieu naturel sont présentes, soulignant la richesse de ce territoire. On peut y trouver des sites Natura 2000, des réserves naturelles, des sites classés, des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) ou encore des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)...

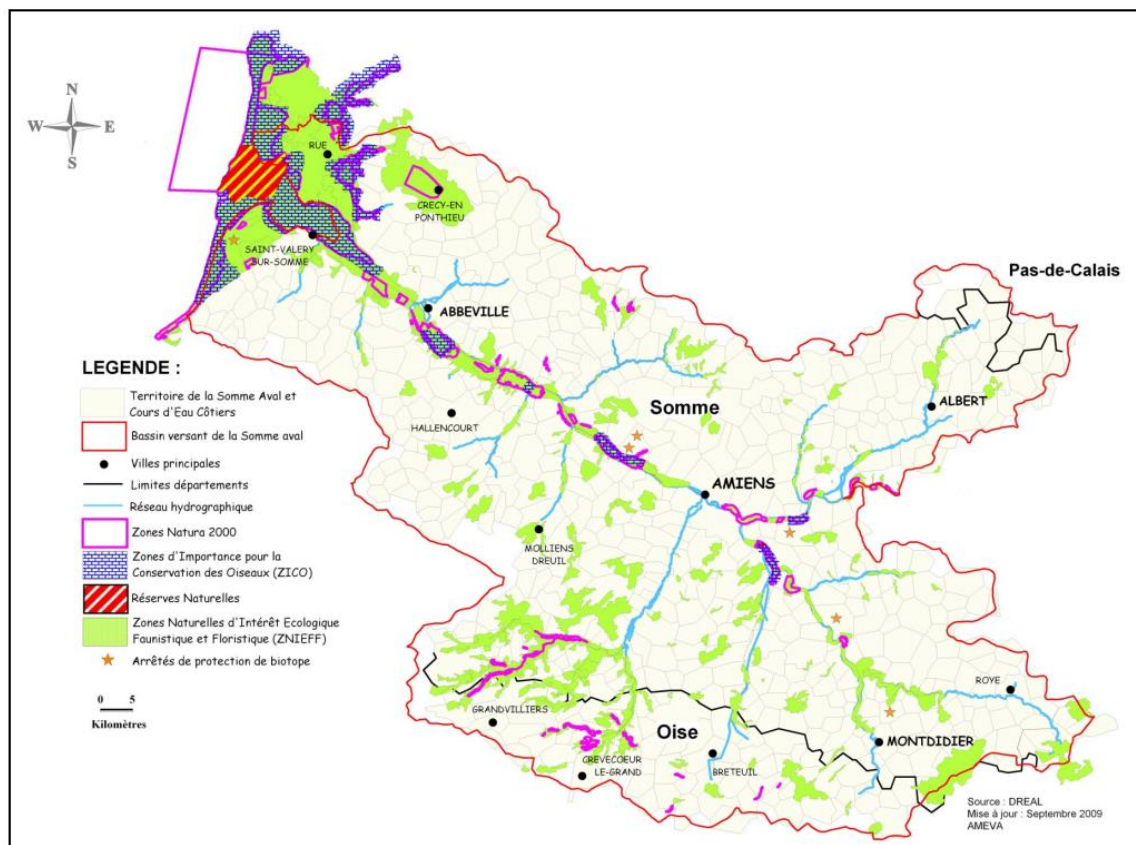


Figure 47 : Carte des enjeux du Sage dans la gestion des milieux naturels

La Directive Cadre sur l'Eau énonce dans ses objectifs la restauration de la continuité écologique et sédimentaire des cours d'eau. Le maintien de ces ouvrages souvent mal ou non gérés implique des aménagements à moyen terme pour restaurer la circulation des poissons migrateurs et un passage suffisant des sédiments. Concernant le patrimoine naturel, la disparition des zones humides recensées sur l'ensemble du territoire français doit inciter à la plus grande vigilance.

Le SAGE pourrait donc intervenir sur les points suivants :

- préserver les zones humides, - restaurer et préserver les annexes hydrauliques des cours d'eau,
- rétablir les connexions latérales des cours d'eau avec le lit majeur,
- participer à l'amélioration de la continuité longitudinale des cours d'eau par l'effacement ou l'ouverture des ouvrages.

8.2.5 Impact de la déchèterie de Rosières en Santerre sur les enjeux du SAGE

La déchèterie de Rosières en Santerre ne génère pas d'eau de process. Par ailleurs, compte tenu de l'ensemble des mesures prises dans le cadre de l'assainissement des eaux usées sanitaires et des eaux pluviales, les orientations du SAGE seront respectées.

8.3 Plan de prévention et d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Somme

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) vise à orienter et à coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés, en vue d'assurer la réalisation des objectifs de l'article L 541-14 du code de l'environnement.

8.3.1 Les objectifs du PEDMA de la Somme

Le plan vise à coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés, en vue d'assurer la réalisation des objectifs fixés par la loi (article L 541-1 du code de l'environnement) :

- Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits,
- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume (principe de proximité),
- Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

8.3.2 Compatibilité et adéquation de la déchèterie de Rosières en Santerre avec le PEDMA de la Somme

Le projet d'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre s'inscrit ainsi dans la mise en place d'outils de gestion des déchets ménagers permettant de satisfaire les objectifs du PEDMA de la Somme.

8.4 Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie (SRCAE)

Le SRCAE Picardie a été élaboré en application de la Loi du 2 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II). Émettre moins de gaz à effet de serre, émettre moins de polluants atmosphériques, consommer moins d'énergie, s'adapter aux effets du changement climatique sont des préoccupations convergentes et indissociables.

Ce document co-élaboré par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional fixe les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de consommation d'énergie, d'émission de gaz à effet de serre, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Son élaboration a été entamée en 2010 par des travaux d'expertise et par une concertation avec les acteurs régionaux puis, une consultation publique a été lancée de novembre 2011 à janvier 2012 qui a permis de lui apporter quelques modifications.

8.4.1 Les orientations et dispositions du SRCAE Picardie

Le SRCAE propose de mettre la Picardie sur la voie d'une réduction de 20% de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 et de 75% en 2050.

Pour y parvenir, le Schéma régional propose 16 orientations stratégiques par secteur (bâtiment, urbanisme-transports, industrie et services, agriculture, énergies renouvelables) qui sont déclinées ensuite en dispositions plus opérationnelles, devant guider l'action.

L'évolution souhaitée est sans précédent et donnera lieu à de profondes modifications dans les façons de penser et d'agir : économies financières importantes (énergie), besoins en investissement conséquents (réhabilitation des bâtiments) et développement ou création d'activités économiques (bâtiment, matériaux, énergies renouvelables, services).

8.4.2 Compatibilité et adéquation de la déchèterie de Rosières en Santerre avec le SRCAE Picardie

66

Le projet d'extension de la déchèterie de Rosières en Santerre participe à la maîtrise des rejets atmosphériques dans le sens où ses activités ne sont pas génératrices de rejets atmosphériques de combustions.

En outre, le projet s'intègre également dans le cadre de l'orientation 11 du SCRAE « la Picardie favorise un habitat économe en ressources naturelles, notamment au travers de la démarche n°1 : « *mieux récupérer, recycler et réutiliser les déchets du bâtiment* ».

9. JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

9.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2710-2

Le document joint en annexe reprend de façon synthétique et par article les mesures prises sur le site en réponse aux prescriptions générales imposées par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette synthèse a été établie en application du guide d'aide à la conformité « justification des prescriptions de l'arrêté de prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2710 » proposé par le Ministère chargé des installations classées.

Pour chaque prescription principale seront explicités et commentés les choix techniques mis en œuvre pour respecter ces prescriptions.

Les prescriptions imposant par exemple la tenue à jour de certains documents ou des consignes d'exploitation ne sont pas de nature à nécessiter des justifications.

PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIFS
Article 5 - implantation L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Cf <i>pièce 10 – annexe 1.3</i> – plan d'ensemble à l'échelle 1/200 ^{ème}
Article 8 – surveillance de l'installation L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Nom de la personne responsable de la surveillance du site : Mme PONCHAUT
Article 10 – localisation des risques	

<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>Les principaux risques rencontrés dans le cadre de l'exploitation sur la déchèterie de Rosières en Santerre en Santerre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ l'incendie, ⇒ le déversement de produits dangereux, ⇒ les accidents sur les aires de manœuvres et de circulation, ⇒ les chutes de plain-pied. <p>Le tableau, joint en annexe 2 de la présente pièce, indique les risques, les causes potentielles d'accident pouvant être rencontrés et les mesures d'intervention.</p> <p>Les potentiels de dangers de l'installation sont identifiés et caractérisés. La nature du risque sera signalée sur un panneau à l'entrée des zones concernées.</p> <p>cf pièce 10 – annexe1.4 – plan de localisation des zones à risques.</p>
<p>Article 13 – réaction au feu</p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques minimales de réaction au feu, suivantes (selon NF EN 13 50161) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériaux A2 s2 d0 <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les caractéristiques de réaction au feu des locaux d'entreposage sont conformes à l'article 13. Les murs périphériques des bâtiments sont d'une maçonnerie porteuse de type voile béton posés sur dalle béton, la charpente est métallique avec bacs de couverture en acier laqué avec isolant. Ces matériaux répondent à la classe A2 s2 d0.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Article 16 – accessibilité</p> <p>1-La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p>	<p>1-L'accès à la déchèterie de Rosières en Santerre est réalisé via la route départementale RD 337.</p> <p>L'accès des usagers est distinct de celui des véhicules d'exploitation (mise en place des bennes vides et évacuation des bennes pleines).</p> <p>Afin d'éviter tout risque de stationnement d'usagers le long de la route départementale RD337, le portail permettant d'entrer sur le site de la déchèterie</p>

<p>2-Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>3-Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>sera ouvert ½ heure avant l'ouverture de la déchèterie. Les usagers souhaitant accéder au site pourront alors se stationner le long de la voie de desserte interne au site. Une barrière manuelle, verrouillable, ne sera ouverte que par les gardiens afin de permettre l'accès au haut de quai de la déchèterie.</p> <p>2- Après avoir pénétré dans l'enceinte de la déchèterie, les conducteurs des véhicules seront tenus de rouler au pas. Un panneau indiquant la limitation de vitesse (10 km/h) sera installé en entrée de site.</p> <p>Les services d'incendie et de secours accéderont directement aux bâtiments et aires de stockage, en se positionnant sur la voie d'accès au site. Un poteau incendie sera implanté à moins de 100 m de toute installation de la déchèterie et permettra au service de secours d'alimenter une lance incendie (60 m³/h) durant 2 heures.</p> <p>Tous les locaux sont équipés de portes métalliques double battant facilitant le passage des sauveteurs et de leur équipement.</p> <p>L'ensemble des zones de déchargement de déchets sera aménagé de plain-pied supprimant ainsi le risque de chute d'un véhicule en cas de manœuvres.</p> <p>Les voies de circulation au droit des zones de déchargement de déchets présenteront une largeur comprise entre 10 et 15 mètres afin de faciliter les manœuvres et donc limiter les risques de collisions entre véhicules.</p>
<p>Article 18 – Matériels utilisables en atmosphères explosives</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p>	<p>Dans les locaux présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques sont antidéflagrants.</p>

<p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	<p>Il n'y a pas, dans ces locaux, d'équipements mécaniques, hydrauliques et pneumatiques.</p> <p>L'éclairage naturel s'effectue par les fenêtres, il n'y aura, par conséquent, pas de gouttes enflammées.</p>
--	---

<p>Article 20 – Systèmes de détection et d’extinction automatiques Chaque local technique est équipé d’un détecteur de fumée. L’exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d’entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L’exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d’extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l’inspection des installations classées. En cas d’installation de systèmes d’extinction automatique d’incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>La déchèterie sera équipée de détecteurs de fumée optique : 1 dans le local d’exploitation, 1 dans le local DDS et dans le bâtiment principal d’exploitation (zone de stockage et partie bureau).</p> <p>Le détecteur de fumée optique est un petit boîtier, qui est une chambre optique où se trouve un émetteur de lumière, appelée diode électroluminescente LED et un récepteur, la cellule photo-électrique. La diode électroluminescente émet une lumière dans la chambre optique qui n’atteint pas la cellule photoélectrique. Lorsqu’il y a de la fumée dans la pièce, celle-ci rentre dans la chambre optique. La lumière émise par la diode se reflète sur les particules de fumée. Le faisceau de lumière va donc être dispersé dans la chambre optique et va atteindre la cellule photo-électrique qui est le récepteur. La cellule photo-électrique va produire un courant électrique qui va déclencher l’alarme.</p> <p>Le bâtiment principal d’exploitation sera également équipé d’une centrale d’alarme de type 1 et de diffuseurs sonores classe B – 90 dB.</p> <p>Les détecteurs de fumée seront entretenus et vérifiés régulièrement.</p> <p>Il n’est pas prévu d’équiper le bâtiment d’exploitation de systèmes automatiques d’extinction.</p>
<p>Article 21 – Moyens d’alerte et de lutte contre l’incendie L’installation est dotée de moyens de lutte contre l’incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p>	<p>L’installation sera dotée de moyens de secours contre l’incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 OU dn 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³ heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ des extincteurs (type ABC – 9 kg) répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction seront appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés (extincteur à eau et extincteur à poudre) cf <i>plan annexe 1.5</i> ⇒ Un poteau incendie sera implanté à moins de 100 m de toute installation de la déchèterie et permettra au service de secours d'alimenter une lance incendie (60 m³/h) durant 2 heures. ⇒ Le site dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone portable) <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers</p>
---	---

<p>agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	
---	--

<p>Article 22 - plans des locaux et schéma des réseaux</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>Le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux mentionnant les différents dangers seront affichés dans le local d'exploitation de la déchèterie et tenu à disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>A noter également que la formation du personnel intégrera les consignes de prévention et de lutte incendie</p>
<p>Article 26 – Formation</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, - les déchets et les filières de gestion des déchets, - les moyens de protection et de prévention, - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. 	<p>Les agents d'exploitation recevront une formation spécifique aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des postes qu'ils occupent.</p> <p>Un point sécurité sera créé sur le lieu de travail, les agents d'exploitation pourront y consulter toutes les procédures de sécurité en vigueur et notamment celles concernant la manipulation des extincteurs.</p> <p>Une formation relative aux risques liés à la manipulation des déchets chimiques sera dispensée au personnel d'exploitation par un organisme qualifié. Le contenu de cette formation sera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des risques (toxicité, incendie et explosion, brûlure, asphyxie...) - incompatibilité entre certains produits, - réglementation en matière de prévention, - précautions et protections lors de la manipulation des produits, - contrôle de connaissance. <p>Suite à cette formation, les salariés seront habilités à la manipulation des déchets chimiques pour une durée de 3 ans.</p>

<p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>	<p>En matière de sécurité, des formations spécifiques imposées par les textes réglementaires seront dispensées. Elles porteront notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ La circulation des engins et des personnes dans l'entreprise, réalisées conformément à l'article R4141-11 du Code du Travail, ⇒ L'exécution du travail, réalisées conformément à l'article R4141-13 et R4141-14 du Code du Travail, ⇒ La conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre, réalisées conformément à l'article R4141-17 et R4141-20 du Code du Travail <p>Ces règles s'appliqueront également aux intérimaires.</p> <p>La formation des agents d'exploitation en matière de sécurité sera assurée par l'exploitant lui-même ou, pour des besoins spécifiques, par des organismes extérieurs agréés.</p>
<p>Article 28 – zone de dépôt pour le réemploi</p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois.</p> <p>Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	<p>L'un des objectifs prioritaires de la déchèterie est de favoriser le recyclage des produits et des matériaux au travers du développement des filières de recyclage (recyclerie) ou du réemploi.</p> <p>La durée stockage des équipements et matériels destinés au réemploi ne dépassera pas 3 mois.</p>
<p>Article 29 – Stockage rétention</p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>	<p>Dans le local de stockage des Déchets Diffus Spécifiques (DDS), les déchets seront entreposés dans des bacs de rétention dont la capacité est adaptée à la capacité totale des fûts. Les bacs de rétention seront directement disposés sur une dalle</p>

<p>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts — dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. III. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>	<p>béton en pointe de diamant. En cas d'incident, l'évacuation des produits s'effectuera par pompage.</p> <p>La borne à huile minérale est munie d'une paroi double peau et dispose par ailleurs d'un système de rétention destiné à recueillir les éventuels écoulements produits lors du vidage des bidons par les usagers.</p> <p>La déchèterie sera conçue de sorte que les eaux d'extinction d'incendie puissent être confinées à l'intérieur du site dans un bassin de confinement. Le réseau eaux pluviales est équipé d'une vanne d'isolement. En cas d'incendie, cette vanne sera actionnée automatiquement afin de condamner l'écoulement des eaux vers les noues d'infiltration et dirigées les eaux d'extinction vers une citerne enterrée de 120 m³.</p> <p>Dans le cas où ces eaux ne présenteraient pas de risques de pollution, elles seront renvoyées vers les noues d'infiltration, après avoir été traitées au préalable par le séparateur d'hydrocarbures. Dans le cas où elles présenteraient des risques de pollution, elles seront pompées et éliminées dans un centre de traitement régulièrement autorisé.</p> <p>Une procédure écrite explicitera la conduite à tenir en cas d'incendie. Elle précisera notamment les manœuvres de vanne de confinement pour confiner l'écoulement des eaux d'extinction d'incendie.</p>
---	---

<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Matières en suspension total : 100 mg/l, → DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l, → DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l → Hydrocarbures totaux : 10 mg/l 	
<p>Article 31 – Collecte des effluents</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents</p>	<p>Les eaux usées générées par la déchèterie proviendront exclusivement des sanitaires du bâtiment principal d'exploitation : douches, lavabo, évier et toilettes. Elles sont canalisées par le réseau interne du site, lui-même raccordé au réseau d'assainissement eaux usées communal.</p> <p><i>Cf pièce 10 – annexe 1.3 – plan d'ensemble à l'échelle 1/200ème</i></p>

<p>ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	
<p>Article 32 – Collecte des eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les eaux pluviales constituées des eaux de ruissellement des voiries, susceptibles de contenir des matières en suspension (MES) et des hydrocarbures, sont récupérées dans des avaloirs, canalisées puis évacuées dans le réseau collectif après pré-traitement dans un séparateur d'hydrocarbures (débourbeur déshuileur - voir plan).</p> <p>En sortie de ces équipements de pré-traitement, les eaux pluviales sont évacuées vers des noues d'infiltration. Le traitement des eaux pluviales sera géré à la parcelle. Le réseau eaux pluviales est équipé d'une vanne de sectionnement afin de stopper les rejets en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Les eaux de toiture du bâtiment d'exploitation sont envoyées dans une cuve de récupération des eaux pluviales. Ces eaux de récupération seront utilisées pour l'alimentation des sanitaires, le nettoyage du quai et l'arrosage des espaces verts.</p> <p>Les eaux de toiture des auvents de protection des zones de stockages de déchets et des compacteurs seront, quant à elles, envoyées vers les noues d'infiltration.</p>
<p>Article 40 – Prévention des nuisances odorantes</p>	

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilé. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz</p>	<p>La déchèterie ne sera pas à l'origine d'odeurs particulières compte tenu de l'absence de déchets putrescibles (déchets alimentaires, ordures ménagères brutes...).</p> <p>Les seuls déchets, présentant un caractère fermentescible, acceptés au niveau du site seront les déchets verts (tontes, branchages, et autres végétaux générés par l'entretien des jardins).</p> <p>Ces déchets seront stockés provisoirement puis évacués aussi rapidement que nécessaire, afin d'éviter tout risque de fermentation à l'origine de dégagements d'odeurs, notamment lors de leur période maximale de production (d'avril à octobre).</p> <p>Aucune opération de compostage ne sera effectuée sur le site.</p>						
<p>Article 41 – Valeurs limites de bruit</p> <p>I. — Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	<p>Les bruits émis par l'activité du site seront liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- au trafic des véhicules de transport : véhicules légers des particuliers qui amènent leurs déchets et poids lourds chargés de l'enlèvement des déchets,- au déchargement de certains matériaux dans les bennes.- Au fonctionnement des quatre compacteurs à déchets. <p>Les installations de la déchèterie de Rosières en Santerre et son extension ne seront à l'origine d'aucun phénomène vibratoire.</p> <p>Conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 23 janvier 1997 applicable aux Installations Classées pouDor la Protection de l'Environnement) les représentants de la CC Terre de Picardie feront réaliser régulièrement des contrôles de niveaux sonores par des organismes agréés, selon la fréquence définie dans l'arrêté préfectoral. La première mesure sera effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation. Elle tiendra à la disposition du service des installations classées les résultats de ces contrôles réguliers.</p>						
<table><tr><th>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr></table>	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés					
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)					

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. - Véhicules. - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. - Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>IV. - Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures</p>			

sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.



ANNEXES

ANNEXE 1 : PLANS

- ☐ **Annexe 1.1** - Plan de situation d'ensemble, à l'échelle 1/25 000^{ème}, indiquant l'affectation des constructions et terrains avoisinants situés dans un rayon de 35 mètres autour de la déchèterie
- ☐ **Annexe 1.2** - Plan de situation, à l'échelle 1/2500^{ème}, avec notamment une couverture de 100 mètres autour du projet
- ☐ **Annexe 1.3** - Plan d'ensemble, à l'échelle 1/200^{ème}, indiquant l'affectation des constructions et terrains avoisinants situés dans un rayon de 35 mètres autour de la déchèterie
- ☐ **Annexe 1.4** - Plan de localisation des zones à risques
- ☐ **Annexe 1.5** - Plan de positionnement des équipements de secours

82

ANNEXE 2 : ANALYSE DES RISQUES POTENTIELS

ANNEXE 3 : DIMENSIONNEMENT DES BESOINS - DOCUMENT TECHNIQUE D9

ANNEXE 4 : COURRIER RELATIF A L'USAGE FUTUR DU SITE

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable. Les incertitudes ou les réserves qui seraient mentionnées dans la prise en compte des résultats et dans les conclusions font partie intégrante du rapport.

En conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle de ce rapport et de ses annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'IRH Ingénieur Conseil ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Les résultats des prestations et des investigations s'appuient sur un échantillonnage ; ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité des milieux naturels ou artificiels étudiés. Par ailleurs, la prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par IRH Ingénieur Conseil ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

IRH Ingénieur Conseil s'est engagé à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à l'exécution des prestations et s'est conformé aux usages de la profession. IRH Ingénieur Conseil conseille son Client avec pour objectif de l'éclairer au mieux. Cependant, le choix de la décision relève de la seule compétence de son Client.

83

Le Client autorise IRH Ingénieur Conseil à le nommer pour une référence scientifique ou commerciale. A défaut, IRH Ingénieur Conseil s'entendra avec le Client pour définir les modalités de l'usage commercial ou scientifique de la référence.

Ce rapport devient la propriété du Client après paiement intégral de la mission, son utilisation étant interdite jusqu'à ce paiement. A partir de ce moment, le Client devient libre d'utiliser le rapport et de le diffuser, sous réserve de respecter les limites d'utilisation décrites ci-dessus.

Pour rappel, les conditions générales de vente ainsi que les informations de présentation d'IRH Ingénieur Conseil sont consultables sur : <https://www.anteagroup.fr/fr/annexes>

Mesure

Air ambiant
Air intérieur
Exposition professionnelle
Eau
Pollution atmosphérique

Environnement

Due diligence et conseil stratégique
Sites et sols pollués
Travaux de dépollution
Dossiers réglementaires

Eau

Traitement des effluents industriels
Eau ressource et géothermies
Eau potable et assainissement
Aménagement hydraulique

Data

Systèmes d'information et data
management
Solutions pour le data
management environnemental

Infrastructures

Déconstruction et désamiantage
Géotechnique
Fondations et terrassements
Ouvrages et structures
Risques naturels
Déchets et valorisation

Aménagement du territoire

Projet urbain
L'environnement au cœur des stratégies et projets
Stratégie territoriale et planification

Références